

RAPPORT FINANCIER AU 31 MARS 2020

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 29 SEPTEMBRE 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société TRONIC'S MICROSYSTEMS (ci-après la « Société ») et du groupe de sociétés qu'elle constitue avec ses filiales (ci-après « le Groupe » ou « le Groupe Tronics ») durant l'exercice clos le 31 mars 2020 et de soumettre à votre approbation notamment les comptes sociaux et consolidés dudit exercice ainsi que l'apurement partiel du poste « Report à Nouveau » débiteur par imputation sur le poste « Prime d'émission ».

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports du commissaire aux comptes.

En outre, nous vous précisons que sont annexés au présent rapport les informations et rapports suivants :

- Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, les tableaux faisant apparaître les résultats de la Société et ceux du Groupe au cours des cinq derniers exercices ;

- Conformément à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce, le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise ;

- Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le rapport spécial établi par le Directoire sur les opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce.

-oOo-

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1. Rappel sur les activités du Groupe

Tronics conçoit, fabrique et commercialise des Nano et Microsystèmes électromécaniques, des dispositifs miniaturisés assurant une fonction de capteur et/ou d'actionneur dans des domaines d'applications très divers, tels que les secteurs Industriel, Aéronautique & Sécurité, Médical et Electronique Grand Public.

Le Groupe propose à ses clients une offre complète à haute valeur ajoutée grâce à son positionnement unique, qui couvre l'ensemble de la chaîne de la valeur, de l'ingénierie (Conception et Simulation, développement des procédés de fabrication, Spécification de l'électronique de contrôle, packaging, test et caractérisation) au manufacturing.

La Société consacre une large part de son activité tant au niveau de sa recherche et développement qu'au niveau de son action marketing et commerciale pour le développement de nouveaux marchés.

Elle mène des activités de recherche et développement afin de concevoir et fabriquer des microsystèmes innovants. Elle consacre une part non négligeable de ses ressources à la protection de sa propriété intellectuelle en déposant des brevets et demandes de brevets au niveau international

2. Informations relatives à la crise COVID-19

Tronics a été impacté en mars 2020 par l'épidémie de Covid-19. La santé de ses collaborateurs étant sa priorité absolue, le site de Crolles a fermé pendant 14 jours afin de réorganiser ses activités et assurer un minimum de contacts entre les collaborateurs sur site.

L'activité à Crolles a redémarré le 2 avril 2020 à un rythme plus lent compte tenu de l'augmentation des mesures de protection sanitaire sur place afin de protéger les salariés. Les coûts fixes seront adaptés en conséquence, notamment à travers l'utilisation du chômage partiel. Les impacts pour le prochain exercice 2021 sont toujours en cours d'évaluation.

3. Activités de la Société et de ses filiales sur l'année fiscale 2020

Tronics Microsystems S.A.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 s'établit à 5,404 k€, contre 6,162 k€ sur l'exercice 2019.

L'ingénierie est en recul à 1,720 k€ contre 2,783 k€ l'exercice précédent.

L'activité de production s'inscrit quant à elle à 3,684 k€, en croissance de 9% par rapport à l'exercice 2019. Cette dynamique a été soutenue par la demande croissante pour les capteurs inertiels MEMS haute performance de Tronics.

L'année 2020 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&NEMS et Magelan à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Les effectifs de Tronics Microsystems SA s'élèvent à 85 personnes au 31 mars 2020 pour un effectif moyen de 84 personnes sur l'année.

Tronics Mems Inc.

Pour la filiale américaine, le chiffre d'affaires est en hausse, atteignant 0,9 M\$ contre 0,6 M\$ sur l'exercice précédent, confirmant ainsi la reprise progressive de l'unité de production à Dallas. La filiale américaine représente désormais 13% du chiffre d'affaires total du Groupe.

L'équipe de Dallas compte 17 personnes au 31 mars 2020 contre 18 personnes au 31 mars 2019.

L'effectif moyen sur l'exercice est de 17 personnes.

L'effectif moyen du groupe sur l'année était de 101 personnes sur l'année fiscale 2020, contre 106 personnes en 2019.

EXAMEN DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES ET RESULTATS

1. Comptes consolidés

1.1. Présentation du Compte de Résultat

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 204 k€ au titre de l'exercice 2020 contre 6 581 k€ en 2019.

Le chiffre d'affaires consolidé 2020 est réalisé à hauteur de 68% par des ventes de produits finis (4 190 k€) et 32% par des prestations de services (2013 k€).

Le tableau ci-dessous présente une synthèse du compte de résultat consolidé du groupe comparé aux résultats de l'exercice précédent.

Synthèse compte de résultat consolidé (K€)	31.03.2020	31.03.2019
Produits des activités courantes	7 159	7 452
Achats consommés	-3 492	-3 551
Charges externes	-1 812	-3 007
Charges de personnel	-6 902	-7 883
Impôts et taxes	-242	-328
Dotations nettes aux amortissements	-2 408	-2 030
Dotations nettes aux provisions	334	-62
Autres produits courants	37	19
Autres charges courantes	-130	-22
Résultat opérationnel courant	-7 456	-9 413
Autres charges non courantes		
Résultat opérationnel	-7 456	-9 413
Coût de l'endettement financier net	-1 091	-652
Autres produits et charges financières	-528	-646
Résultat avant impôt	-9 075	-10 711
Résultat Net	-9 092	-10 622
Part du groupe	-8 808	-10 187
Part ne conférant pas le contrôle	-284	-435
Résultat par action (€/action)	-2.47	-2.88
Résultat dilué par action (€/action)	-2.47	-2.88

Le total des produits des activités courantes s'élève à 7 159 k€ au 31 Mars 2020 contre 7 452 k€ au 31 mars 2019 soit une baisse de 4% prenant en compte le chiffre d'affaires (cf supra) et les postes suivants :

Autres produits de l'exploitation (K€)	31.03.2020		31.03.2019	
Crédit Impôt Recherche	336	35 %	502	58 %
CICE		0 %	62	7 %
Subventions	89	9 %	314	36 %
Variations de stocks de produits finis	528	55 %	-13	-1 %
Produits divers de gestion courante	0	0 %	3	0 %
Autres produits	1	0 %	4	0 %
Autres produits de l'activité	955	100 %	871	100 %

Le total des charges d'exploitation s'élève à 14 615 k€ contre 16 865 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une réduction de 13%.

Elles comprennent les postes suivants :

Autres charges de l'exploitation (K€)	31.03.2020	31.03.2019	Var.	Var %
Achats consommés	3 492	3 551	-58	-2%
Charges externes	1 812	3 007	-1 195	-40%
Charges de personnel	6 902	7 883	-982	-12%
Impôts et taxes	242	328	-86	-26%
Dotations nettes aux amortissements	2 408	2 030	378	19%
Dotations nettes aux provisions	-334	62	-396	-636%
Autres produits et charges courants	93	3	90	3364%
Autres charges de l'exploitation	14 615	16 865	-2 249	-13%

La diminution des charges d'exploitation du groupe est principalement attribuable au site de production américain.

Le résultat opérationnel courant est un déficit de 7 456 k€ contre un déficit de 9 413 k€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier s'élève à -1 619 k€ sur l'exercice contre -1 298 k€ au titre de l'exercice précédent.

En conséquence le résultat avant impôts sur l'exercice est une perte de 9 075 k€ contre une perte de 10 711 k€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net consolidé de l'exercice est une perte de 9 092 k€ contre une perte de 10 622 k€ au titre de l'exercice précédent.

1.2. Présentation du Bilan

1.2.1. Actif

Les **actifs non courants** s'élèvent à 14 918 k€ au 31 mars 2020 contre 11 457 k€ à la clôture de l'exercice précédent.

Ils comprennent les postes suivants :

Actifs non courants	31 Mars 2020	31 Mars 2019
Immobilisations incorporelles	717	776
Immobilisations corporelles	12 351	9 067
Autres actifs financiers	172	272
Créances d'impôt	1 678	1 342
Total	14 918	11 457

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de licences acquises sur les périodes antérieures ainsi que des frais de développement correspondant au développement de deux produits gyromètres à hauteur de 268 k€ et 921 k€ respectivement en valeur brute. Ces frais sont amortis sur une période de 5 ans. Un projet de recherche a rempli cumulativement les critères d'activation des frais de développement sur l'exercice. Le montant total des dépenses activées sur l'exercice s'élève à 191K€.

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériels industriels utilisés dans le cadre de son activité de production de composants MEMS. Sur l'exercice le groupe a investi 1.5 M€ dans son outil de production.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 816 K€ pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et 1 558 K€ pour l'exercice précédent.

Le bilan comptabilise 13 106 k€ d'**actifs courants** comprenant les éléments suivants :

Actifs courants	31 Mars 2020	31 Mars 2019
Stocks et en-cours	4 207	3 045
Clients	1 548	1 726
Créances d'impôt		
Autres actifs courants	880	950
Trésorerie et équivalents trésorerie	6 471	1 540
Total	13 106	7 261

1.2.2. Passif

Capitaux Propres

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à – 19 176 k€ au 31 mars 2020 contre – 10 070 k€ au terme de l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous présente la variation des capitaux propres.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves groupe				Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
			Réserves de conversion	Autres éléments du résultat global	Autres réserves	Total			
Situation au 31 mars 2019	3 685	16 676	236	61	-29 587	-29 291	-8 928	-1 141	-10 070
Résultat de la période					-8 808	-8 808	-8 808	-284	-9 092
Autres éléments du résultat global, après impôts			173	19		192	192	-12	180
Résultat global	-	-	173	19	-8 808	-8 616	-8 616	-296	-8 912
Variation de périmètre					-	-	-		-
Première application IFRS 16					-187	-187	-187		-187
Autres variations					3	3	3	-10	-7
Situation au 31 Mars 2020	3 685	16 676	409	80	-38 580	-38 090	-17 728	-1 447	-19 176

La baisse des capitaux propres est principalement expliquée par la perte sur l'exercice.

Situation d'endettement du groupe

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 3.863 k€ au 31 mars 2020, contre 3.553 k€ l'année précédente.

Le poste Emprunts et dettes financières (courants et non courants) s'élève à la somme de 43 214 k€ (contre 24 771 k€ pour l'exercice précédent), constitué principalement des éléments suivants :

- Quinze emprunts contractés depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics Microsystems SA auprès de TDK Electronics AG, pour un montant total de 27 M USD (24M€) à échéance moins d'un an.
- Six emprunts contractés depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics Microsystems SA auprès de TDK Electronics AG, pour un montant total de 10.4 M€ à échéance moins d'un an.
- Un emprunt contracté depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société Tronics MEMS Inc auprès de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, pour un montant total de 2M USD (1.8M€) à échéance moins d'un an.
- Un emprunt de 1 500 k€ contracté en juillet 2015 par Tronics Microsystems auprès de la banque historique de la Société, destiné à financer le besoin en fonds de roulement sur plusieurs contrats d'engineering. Cet emprunt est remboursable sur 5 ans. A titre de garantie, cet emprunt est assorti d'un nantissement de fonds de commerce. Le capital restant dû au 31 mars 2020 s'élève à 104 k€.

- Un emprunt de 1 200 k€ contracté par la Société au mois de février 2016 auprès de la BPI, destiné à financer l'industrialisation de nouveaux produits. Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans. Le capital restant dû au 31 mars 2020 s'élève à 720 k€.
- Un emprunt de 700 k€ auprès de la BPI dans le cadre d'un contrat de développement participatif pour le financement du programme d'investissement des années 2012 et 2013 (taux d'intérêt 2.86% ; retenue de garantie : 35k€). Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans. La première échéance de remboursement a eu lieu en avril 2016. Le capital restant dû au 31 mars 2020 s'élève à 140 k€.
- Une avance conditionnée de 220 k€ versée par la BPI dans le cadre du projet « SCP TIME ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Une avance conditionnée de 846 k€ versée par la BPI dans le cadre du projet « NEXT4MEMS ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Une dette de 162 k€ liée à une obligation de rachat des intérêts minoritaires dans Tronics MEMS Inc. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 mars 2020, en tenant compte d'un WACC à 14% et d'un taux de croissance à l'infini de 2.2% desquels l'endettement net de Tronics MEMS Inc. a été déduit.
Compte tenu des perspectives futures de la filiale et de son niveau d'endettement actuel, l'engagement de rachat a été évalué comme égal à la valeur d'achat des actions par les actionnaires minoritaires majoré d'une prime de 10%.
- Une dette de 586 k€ liée à la première application d'IFRS16.
- Enfin, la Société n'a pas souscrit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 à de nouveaux contrats de crédit-bail. Le montant total de la dette globale sur l'ensemble des contrats de crédit-bail mobilier en cours à la clôture de l'exercice au 31 mars 2020 est de 54 k€ contre 259 k€ au 31 mars 2019.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

Inférieur à 1 an :	38 536 k€
Compris entre 1 et 5 ans :	4 678 k€
Supérieur à 5 ans :	0 k€

Le montant des emprunts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 2 198 k€ dont 728 k€ au titre contrats de location.

1.3. Présentation du Tableau de flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les principaux éléments du tableau des flux de trésorerie :

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-6 417	-7 659
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 500	-2 998
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	13 081	10 521
Incidence des variations de cours des devises	-233	-800
Variation de la trésorerie	4 931	-936
Trésorerie d'ouverture	1 540	2 476
Trésorerie de clôture	6 471	1 540

La variation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provient essentiellement de la perte réalisée sur l'exercice clos le 31 mars 2020.

La Société a investi sur ses deux sites de production et a été soutenue financièrement par TDK Electronics AG à travers plusieurs emprunts.

Des informations complémentaires vous sont données dans les annexes aux comptes consolidés.

2. Comptes annuels de Tronics Microsystems SA

2.1. *Présentation du Compte de Résultat*

Le chiffre d'affaires total de l'exercice fiscal s'élève à 5 404 k€ contre 6 162 k€ au titre de l'exercice précédent.

Cela représente une diminution de 12 %, imputable à la réduction de l'activité engineering, conformément à la stratégie poursuivie par la société. L'activité manufacturing est quant à elle en progression de 9%. La tendance haussière initiée les exercices précédents s'est à nouveau confirmée sur l'exercice 2020 et confirme l'intérêt croissant des clients pour les produits TRONICS.

Le total des produits d'exploitation, aides à l'innovation et reprise sur provision comprises, s'élève à 6 105 k€ sur l'exercice fiscal clos le 31 mars 2020. Il s'élevait à 6 731 k€ sur l'exercice fiscal clôturant le 31 mars 2019, soit une diminution de 9%.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 10 352 k€ sur l'exercice fiscal et à 10 406 k€ sur l'exercice fiscal N-1, soit une diminution de 1 %.

La ventilation des postes de charges d'exploitation est la suivante :

Autres charges de l'exploitation (K€)	31.03.2020	31.03.2019	Var.	Var %
Achats consommés	1 764	1 731	34	2%
Charges externes	2 701	2 807	-106	-4%
Charges de personnel	5 110	5 089	21	0%
Impôts et taxes	164	197	-33	-17%
Dotations aux amortissements et prov	511	553	-41	-7%
Autres produits et charges courants	102	29	73	247%
Autres charges de l'exploitation	10 353	10 406	-54	-1%

Le **résultat d'exploitation** sur l'exercice fiscal est une perte de **(4 247) k€**, le résultat d'exploitation sur l'exercice fiscal précédent était une perte de **(3 676) k€**.

Les produits financiers s'élevant à 1 570 k€ et les charges financières à 6 295k€, dont 4 000 k€ de dotation aux provisions sur titres et actifs financiers avec Tronics MEMS Inc, et dont 1 383 k€ de dotations aux provisions pour perte de change, le résultat financier s'établit est donc une perte de (4 725) k€ contre une perte de (10 878) k€ au titre de l'exercice précédent.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 48 k€ et les charges exceptionnelles à 68 k€, le résultat exceptionnel de l'exercice fiscal s'établit à (20) k€ contre (79) k€ au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un Crédit Impôt Recherche de 336 k€, l'exercice clos le 31 mars 2020 se traduit en conséquence par **une perte de 8 655 k€** contre une perte de 14 129 k€ au titre de l'exercice précédent.

2.2. Présentation du Bilan

2.2.1. Actif

Au 31 mars 2020, les immobilisations incorporelles s'élèvent à la somme nette de 180 k€, les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 2 155 k€ et le poste des immobilisations financières s'élève à la somme nette de 11 897 k€ correspondant principalement aux participations dans les filiales et aux créances rattachées.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 13 412 k€, dont 5 607 k€ de disponibilités.

2.2.2. Passif

Les capitaux propres s'élèvent à la somme de -14 776 k€ au 31 mars 2020, contre -6 120 k€ au terme de l'exercice précédent. La baisse résulte principalement de la perte constatée sur l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les dettes financières s'élèvent à la somme de 36 688 k€ contre 21 508 k€ pour l'exercice précédent.

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 2 437 k€ au 31 mars 2020, contre 1 867k€ pour l'exercice précédent.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 541k€ au 31 mars 2020, contre 1 672 k€ l'année précédente.

Les capitaux propres sont négatifs et ressortent à -14 775 537 euros pour un capital social égal à 3 685 608 euros.

PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

1. Tronics Mems Inc

La filiale de Dallas a réalisé sur l'exercice fiscal 2020 un chiffre d'affaires de 826 k€ et une perte 4 164 k€ contre un chiffre d'affaires de 518 k€ et une perte de 6 389 k€ en 2019. Pour de plus amples détails, nous vous renvoyons au chapitre relatif aux activités de la Société et de ses filiales.

Les capitaux propres de Tronics Mems Inc. au 31 mars 2020 s'élèvent à – 18 663 k€.

SUCCURSALES EXISTANTES

La Société ne dispose d'aucune succursale.

ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES, NOTAMMENT DE LEUR SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur l'activité et la situation d'endettement situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE ET SES FILIALES SONT CONFRONTEES

Les risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en **Annexe B** du présent rapport de gestion.

INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Concernant les instruments financiers utilisés par notre Société et ses filiales, nous vous renvoyons à la description des principaux postes comptables telle qu'effectuée ci-dessus au sein du présent rapport.

MODIFICATIONS STATUTAIRES INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 mars 2020, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

En date du 7 avril 2020, la société TDK Electronics AG, a accordé un nouveau prêt de 3 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA, à échéance au 7 Janvier 2021 en remplacement de deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun arrivant à échéance le 8 Avril 2020.

En date du 9 Avril 2020, la société TDK Electronics AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA jusqu'au 7 Janvier 2021.

EVOLUTION PREVISIBLE - PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

En 2021, le groupe compte poursuivre sa dynamique de croissance.

L'objectif de Tronics reste d'accroître la part de ses revenus de production dans son chiffre d'affaires total. Les projets d'ingénierie en cours de finalisation pour plusieurs clients doivent permettre au Groupe de lancer la production de Microsystèmes innovants dans le domaine de l'inertiel, des sciences de la vie et des applications industrielles à haute valeur ajoutée.

Tronics, au sein de la branche de TDK spécialisée dans les composants électroniques, devient le pôle de compétences des capteurs MEMS. Cette position lui permettra de bénéficier de nouvelles capacités de distribution à l'échelle mondiale et de générer des synergies, en particulier commerciales et technologiques auprès d'un portefeuille de clients internationaux dans le domaine des MEMS. L'adossement du Groupe à TDK Electronics lui permet en outre d'asseoir son développement à la structure financière du groupe TDK.

-oOo-

RESULTATS - AFFECTATION

Présentation des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les exercices précédents.

Affectation du résultat de Tronics Microsystems SA

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 mars 2020 tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de **8 655 131** euros, que nous vous proposons d'affecter en totalité au poste "Report à Nouveau" débiteur.

Le poste "Report à Nouveau" serait ainsi porté d'un solde débiteur de 26 501 336 euros à un solde débiteur de 35 156 467 euros.

Nous vous précisons en outre qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

APUREMENT TOTAL DU POSTE « REPORT A NOUVEAU » DEBITEUR » PAR IMPUTATION SUR LE POSTE « PRIME D'EMISSION »

Nous vous rappelons que le poste « Report à nouveau » de la Société s'établit en date du 31 mars 2020 à un montant de – 26 501 335,68 euros et que le poste « Prime d'émission » de la Société s'établissait à cette même date à un montant de 16 593 601,53 euros.

Compte tenu de la proposition d'affectation du résultat qui précède, le poste « Report à Nouveau » serait porté à la somme de - 35 156 466,76 euros que nous vous proposons d'imputer à due concurrence sur le poste « Prime d'émission », lequel serait ainsi ramené de la somme de 16 593 601,53 euros à la somme de zéro euro.

Le poste « Report à nouveau » serait alors ramené à la somme de – 18 562 865,23 euros.

CONSTATATION DE LA PERTE DE PLUS DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

, Nous vous rappelons que votre Assemblée Générale Mixte, lors de ses délibérations du 30 septembre 2019, a décidé, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 dudit Code, la non dissolution de la Société malgré un montant de capitaux propres inférieur à la moitié du capital social.

Dans ce cadre, les actionnaires disposent d'un délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel cette perte a été constatée, soit jusqu'au 31 mars 2022 pour recapitaliser la Société.

Nous vous informons que les capitaux propres de la Société au 31 mars 2020 sont toujours négatifs et s'élèvent à – 14 775 537 euros pour un capital social de 3 685 608 euros.

COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

La Société a établi des comptes consolidés du Groupe selon les normes IFRS.

Au 31 mars 2020, le périmètre de consolidation du Groupe comprenait les sociétés suivantes :

- Tronics Microsystems S.A.
- Tronics Mems Inc.

Nous vous demandons, conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 qui vous ont été présentés ci-avant.

TABLEAU DES RESULTATS

Au présent rapport est joint en **Annexes A et A-bis** les tableaux prévus à l'article R 255-102 du Code de commerce faisant apparaître les résultats de notre Société et ceux du Groupe au cours de chacun des cinq derniers exercices.

ARTICLE 39-4 DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du CGI, nous vous précisons que la Société n'a supporté aucune charge exclue des charges déductibles de l'impôt sur les sociétés pour l'exercice écoulé, conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code Général des Impôts.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DE NOS FOURNISSEURS ET DE NOS CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-14 alinéa 1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes à la clôture de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2019 dont le détail figure en **Annexe C** :

- pour les fournisseurs, le nombre et le montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches en fonction des délais de retard et rapporté en pourcentage au montant total des achats de l'exercice ;
- pour les clients, le nombre et le montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches en fonction des délais de retard et rapporté en pourcentage au chiffre d'affaires de l'exercice.
- Les retards mentionnés ci-dessus sont déterminés à partir des délais de paiement contractuels, ou en l'absence de délais contractuels spécifiques, des délais légaux applicables.

le nombre et le montant total des factures fournisseurs et clients exclues relatives, selon le cas, à des dettes et créances litigieuses.

Nous vous indiquons que, conformément aux dispositions de l'article D. 823-7-1 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes présentera dans son rapport sur les comptes annuels ses observations sur la sincérité et la concordance des informations ci-dessus avec les comptes annuels.

MONTANT DES PRETS INTERENTREPRISES A MOINS DE TROIS ANS CONSENTIS PAR LA SOCIETE

La Société n'a consenti aucun prêt inter-entreprises sur l'exercice.

-oOo-

CONVENTIONS VISEES PAR LES ARTICLES L. 225-86 ET L.225-90 DU CODE DU COMMERCE

Il appartiendra aux actionnaires d'approuver dans son intégralité les termes du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entrant dans le champ d'application des articles L. 225-86 et L.225-90 du Code du commerce.

MANDATS EN COURS

Nous vous rappelons que les mandats de membres du Directoire de Messieurs Julien BON et Antoine FILIPE ainsi que les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Messieurs Peter BALZER, Marcel MÜLLER, et Karsten LOEWE ont été renouvelés lors de l'assemblée générale du 30 septembre 2019 pour une durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025 et devant se tenir courant 2025.

Nous vous précisons que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de la société Thalès Avionics SAS, dont le représentant permanent est Monsieur Marc DUVAL-DESTIN, arrivera quant à lui à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021 et devant se tenir courant 2021.

PROPOSITION DE FIXATION DE LA SOMME A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE EN REMUNERATION DE LEUR ACTIVITE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-83 du Code de commerce, nous vous proposons d'allouer aux membres du Conseil de Surveillance une somme maximum de 40 000 euros en rémunération de leur activité au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Le Conseil de Surveillance décidera de la répartition de cette somme entre ses membres pouvant être qualifiés de membre indépendant au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middledenext et retenus par la Société.

-oOo-

PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL SOCIAL AU DERNIER JOUR DE L'EXERCICE

Nous vous informons que l'état de la participation des salariés actuels au capital social de la Société au dernier jour de l'exercice s'élève, au sens de l'article L.225-102 du Code de commerce, à 0%.

SOUSCRIPTION, ACHAT OU PRISE EN GAGE PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS, DANS LE CADRE DE L'INTERESSEMENT DU PERSONNEL AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

Aucune opération n'a été effectuée sur l'action TRONICS MICROSYSTEMS, à ce titre, au cours de l'exercice écoulé.

OBSERVATIONS DE LA DELEGATION UNIQUE DU PERSONNEL

Les membres de la délégation unique du personnel n'ont émis aucune observation.

-oOo-

PRISES DE PARTICIPATION – PRISES DE CONTRÔLE

Aucune prise de participation ou de contrôle n'a été faite par la Société au cours de l'exercice.

Lors de la séance du 17 mars 2020, le Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion d'un avenant à la convention d'avance de trésorerie initialement conclue entre la Société et sa filiale Tronics North America Inc, et initialement autorisée par l'Assemblée Générale du 16 mai 2014, étant précisé que, suite à la fusion-absorption de la société Tronics North America Inc par la société Tronics MEMS Inc en date du 30 Décembre 2016, la présente convention a été transférée à la société absorbante.

Cet avenant concerne l'extension du plafond de versement desdites avances qui a été porté à 32 000 000 USD en Mars 2020.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société.

OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Aucune opération n'a été effectuée par la Société sur ses propres actions au cours de l'exercice.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

Actionnaires	Seuils en nombre d'actions		Seuils en nombre de droits de vote	
	31.03.2020	31.03.2019	31.03.2020	31.03.2019
THALES AVIONICS SAS	+ de 3/20 ^e	+ de 3/20 ^e	+ de 1/5 ^e	+ de 1/5 ^e
IXBLUE				
TDK ELECTRONICS AG	+ de 2/3	+ de 2/3	+ de 2/3	+ de 2/3

ETAT RECAPITULATIF DES OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS ET LES PERSONNES MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

En application des articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code Monétaire et Financier et de l'article 223-23 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous précisons qu'aucune opération sur les titres de la Société n'a été réalisée, au cours de l'exercice écoulé, par les dirigeants, les hauts responsables ou des personnes qui leur sont étroitement liées pour un montant cumulé supérieur à 20 000 euros.

PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

-oOo-

AJUSTEMENT DES BASES DE CONVERSION, DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS OU DES CONDITIONS D'EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AFIN DE TENIR COMPTE DE L'INCIDENCE DE CES OPERATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL EMISES OU LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES

Néant.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/ OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET SALAIRES DE LA SOCIETE

Néant

-oOo-

Il va vous être donné lecture des rapports du Commissaire aux comptes.

Le Conseil se tient à la disposition des Membres de l'Assemblée pour leur fournir tous renseignements qu'ils pourraient désirer, et compléter les explications concernant la comparaison des comptes de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de l'exercice écoulé, tels qu'ils vous ont été présentés, consentir quitus aux Membres du Directoire et approuver les résolutions qui vont vous être présentées.

Pour le Directoire,
Le Président,
Julien BON.

ANNEXE A

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – TRONICS MICROSYSTEMS SA

	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	3 496 005	3 499 004	3 685 608	3 685 608	3 685 608
Nbre des actions ordinaires existantes	3 496 005	3 499 004	3 685 608	3 685 608	3 685 608
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription	189 603	186 604			
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 983 161	4 212 427	6 445 937	6 161 701	5 404 332
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 477 474-	5 121 832-	4 945 970-	3 441 867-	3 962 266-
Impôts sur les bénéfices	1 112 322-	825 623-	666 207-	503 119-	336 495-
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 868 817-	4 867 620-	5 378 454-	14 128 917-	8 655 131-
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.68-	1.23-	1.16-	0.80-	0.98-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.82-	1.39-	1.46-	3.83-	2.35-
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	71	72	75	81	84
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 479 714	3 703 127	4 705 437	3 629 517	3 654 053
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 504 021	1 597 470	1 973 018	1 521 186	1 456 064

ANNEXE A-BIS

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – GROUPE

	Ex. clos le 31/12/15	Ex. clos le 31/12/16	Ex. clos le 31/03/18	Ex. clos le 31/03/19	Ex. clos le 31/03/20
	k euros	k euros	k euros	k euros	k euros
CAPITAL SOCIAL	3 496	3 499	3 686	3 686	3 686
NOMBRE D'ACTION ORDINAIRES (en millier)	3 496	3 499	3 686	3 686	3 686
NOMBRE A DIVIDENDE PRIORITAIRE (en millier)					
NOMBRE MAXIMAL D' ACTIONS A CRÉER (en millier)	190	187	0	0	0
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription	190	187	0	0	0
CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES	7 755	6 296	6 819	6 581	6 204
RESULTAT avant impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions	-1 466	-3 719	-9 449	-8 548	-6 969
IMPOT SUR LES SOCIETES	-241	-28	-28	-26	-17
PARTICIPATION DES SALARIES					
RESULTAT après impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions	-3 037	-5 520	-11 301	-10 622	-9 092
RESULTAT DISTRIBUE					
PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations mais <u>avant</u> Dotations aux Amortissements et Provisions	-0.41	-1.07	-2.56	-2.37	-1.90
PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions	-0.88	-1.59	-3.07	-2.88	-2.47
DIVIDENDE ATTRIBUE A CHAQUE ACTION					
EFFECTIF MOYEN DES SALARIES	92	90	100	106	99
MONTANT DE LA MASSE SALARIALE	5 143	4 744	7 305	5 933	4 894
COTISATIONS SOCIALES ET AVANT. SOCIAUX	1 751	1 827	2 802	1 950	2 008

ANNEXE B

Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et ses filiales sont confrontées

Pour les besoins de la présente annexe, les termes « Société » ou « Groupe » désignent l'ensemble constitué par la société TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales.

1. Risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales

1.1. Risque d'évolutions technologiques

Si la Société ne réagit pas assez rapidement aux changements technologiques ou aux changements de normes industrielles, ses produits risquent de devenir obsolètes. D'autre part, si les changements technologiques deviennent plus rapides qu'initialement estimés, il se pourrait que la Société soit dans l'obligation de développer de nouvelles technologies se substituant en tout ou partie aux précédentes et impactant les prévisions d'amortissements relatives aux frais de développement capitalisés et aux avances versées dans le cadre des accords de licence de technologie conclus avec le CEA et Thales.

Le marché des produits de la Société est par nature caractérisé par des changements technologiques rapides et des introductions fréquentes de nouveaux produits qui imposent notamment à ses équipes de recherche et de développement de suivre l'évolution d'un grand nombre de technologies et de standards.

Plus généralement, le développement par un concurrent de nouvelles technologies plus performantes et plus rentables que celles développées par la Société pourrait rendre inopérants les brevets et équipements développés par la Société.

Si les équipes de recherche et de développement de la Société sont parvenues jusqu'à présent à anticiper et traiter les évolutions technologiques, elle ne peut garantir qu'elle parviendra à rendre ses solutions technologiques et ses produits et procédés brevetés compatibles avec les évolutions à venir.

Si la Société prenait du retard par rapport à ses concurrents, si elle ne parvenait pas à rester à la pointe des innovations technologiques, faute d'investissements suffisants ou adéquats ou encore si elle commettait des erreurs de stratégie, ses produits et services pourraient devenir obsolètes et la Société pourrait ne plus être en mesure d'accroître sa clientèle, voire même de la conserver.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.2. Risques liés à la croissance du marché

Le marché adressé par la Société est principalement celui des microsystèmes spécifiques, des produits inertiels de haute performance et des services adaptés à cette industrie. Il s'agit d'un marché en forte croissance dans lequel de nombreuses opportunités apparaissent régulièrement.

A ce jour, les principaux clients de la Société dépendent du développement et de la croissance du marché des produits et services dans les secteurs industriel, médical, aéronautique, de la sécurité et de l'électronique grand public. Bien qu'il y ait actuellement une demande importante pour les produits et services développés par la Société sur ces différents marchés, du fait de sa capacité d'innovation et du haut niveau de performance procuré par ses produits, la Société ne peut garantir que la demande se maintienne et progresse.

Si la capacité de croissance du marché dépend notamment de l'essor et de la diversification de l'usage des microsystèmes dans de nouvelles applications, notamment pour le secteur médical, l'industrie et l'électronique grand public, celle-ci pourrait être temporairement impactée par les évolutions du contexte économique général. La Société pourrait alors ne pas pénétrer certains des nouveaux marchés qu'elle vise, ou pourrait perdre certains de ses clients actuels.

Cette dépendance est toutefois limitée du fait de l'élargissement des débouchés commerciaux de la Société et de la flexibilité de son offre de produits.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.3. Risque d'un échec commercial

La Société estime disposer à ce jour d'une réelle avance technologique, en particulier grâce à l'accord de licence conclu avec le CEA-Leti en 2012 qui lui donne accès à une technologie de rupture majeure, la technologie M&NEMS (Micro & Nano Electro Mechanical Systems). A ce jour, cette technologie est la seule permettant de combiner sur une même puce miniature tous les axes de mesure, accéléromètres, gyromètres, magnétomètres, capteurs de pression et, à terme microphones, avec une technologie unique. Outre leur miniaturisation poussée, supérieure aux produits du marché, les composants issus de cette plateforme présentent une faible consommation et une électronique de contrôle simplifiée, caractéristiques essentielles pour être compétitif dans les applications destinées aux marchés grand public.

Sur certains marchés, et en particulier ceux du grand public, la Société pourrait toutefois être exposée à une vive concurrence de la part de certains concurrents, déjà présents sur ces marchés ou désireux de s'y implanter, qui peuvent disposer de ressources commerciales, financières, techniques ou humaines plus importantes que celles du Groupe.

La pression que cette concurrence serait susceptible d'exercer sur les prix pourrait contraindre la Société à limiter ses prix de vente et réduire ses marges, remettant ainsi en cause sa capacité à générer la rentabilité escomptée dans les délais envisagés.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.4. Risque lié à la longueur et la variabilité des cycles de vente

La longueur et la variabilité des cycles de vente et de déploiement pourraient avoir pour conséquence une variation significative du chiffre d'affaires de la Société et de ses résultats opérationnels.

Du fait de la nature des produits et services commercialisés par le Groupe, les cycles de vente ont en général une durée de l'ordre de trois à six mois. La durée des cycles de vente du Groupe varie toutefois selon le type de client auquel la vente s'adresse et le type de produit ou de service vendu.

Ces cycles de vente sont également dépendants d'un certain nombre de facteurs que le Groupe peut ne pas maîtriser. Même après avoir pris la décision d'acheter ses produits, les clients du Groupe doivent intégrer ces produits dans leurs propres systèmes. L'ensemble de ce processus prend plusieurs mois et requiert un investissement important de part et d'autre. C'est dans cette phase que se fait la mise au point des produits et le développement de fonctions spécifiques destinées à optimiser le produit concerné. Par ailleurs, les clients du Groupe peuvent aussi choisir de déployer leurs produits plus lentement que prévu. Le temps nécessaire au déploiement peut varier de façon considérable et dépend de multiples facteurs tels que la complexité et la maturité des projets techniques et commerciaux de chaque client, la configuration et l'adaptation de l'environnement matériel nécessaire à l'intégration des produits du Groupe ou encore la capacité des clients du Groupe à financer l'achat de ses produits.

Par conséquent, il est difficile pour le Groupe de prévoir à quel moment ses clients, s'ils décident de lancer leurs produits auprès de leurs propres clients, peuvent acheter des produits auprès du Groupe et le chiffre d'affaires du Groupe et ses résultats opérationnels pourraient varier de façon significative au cours d'une même année ou entre plusieurs exercices.

Des cycles de vente ou de déploiement irréguliers auraient un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.5. Risques liés au cycle de développement des microsystèmes spécifiques

Le développement d'un nouveau microsystème spécifique peut prendre jusqu'à dix-huit mois avant que la phase de qualification ou pré-production démarre. Trois à six mois sont ensuite nécessaires pour que le produit entre en phase de production.

Pendant les phases de développement et de pré-production, le risque de décalage est non-négligeable. Ce n'est qu'en phase de production que ces risques deviennent mineurs. Toutefois, tous les développements lancés dans le cadre des microsystèmes spécifiques sont financés par les clients.

Si des décalages se produisaient dans le développement de microsystèmes spécifiques, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.6. Risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs et aux approvisionnements en matières premières et composants électroniques

Le Groupe attache une grande importance à la sélection rigoureuse de ses fournisseurs et fait appel, lorsque cela est possible, à plusieurs (au minimum deux) sources d'approvisionnement en matières premières et composants. Toutefois, malgré cette politique de diversification de ses sources d'approvisionnement, la dépendance du Groupe envers un nombre limité de fournisseurs de matières premières et composants est susceptible d'engendrer des ruptures d'approvisionnements si ces fournisseurs venaient à interrompre leurs livraisons ou augmentaient leurs prix. Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats. En 2020, les cinq premiers fournisseurs de la société ont représenté 23% du total des achats TTC et 7% pour son premier fournisseur. Sur la même période, les dix premiers fournisseurs de la société ont représenté 34% du total des achats TTC.

La capacité du Groupe à satisfaire les commandes de ses clients dépend également de sa capacité à s'approvisionner dans les délais requis en composants de qualité. Certaines matières premières ou certains composants ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs ou seulement auprès d'un nombre limité de fournisseurs dans une zone géographique donnée. Bien que les approvisionnements en matières premières et en composants soient actuellement suffisants, une pénurie de matières premières ou de composants critiques pourrait survenir en cas d'interruption de la production chez des fournisseurs ou d'un accroissement de la demande dans l'industrie.

Le Groupe achetant des composants auprès d'un nombre limité de fournisseurs et, parce que ces composants sont complexes, il peut s'avérer difficile de remplacer un fournisseur par un autre ou de substituer un composant par un autre. En outre, il pourrait arriver, comme le Groupe l'a déjà rencontré par le passé, que certains fournisseurs allongent les délais d'approvisionnement, limitent les stocks destinés au Groupe ou augmentent leurs prix en raison de contraintes liées à leur capacité de production ou à d'autres facteurs.

Par ailleurs, certains fournisseurs ou partenaires du Groupe pourraient décider de ne traiter qu'avec des sociétés pouvant leur garantir un niveau de chiffre d'affaires supérieur à celui que le Groupe serait en mesure de leur garantir. Bien que le Groupe collabore étroitement avec ses fournisseurs afin d'éviter de tels incidents, il ne peut garantir qu'il ne sera pas confronté à des défauts d'approvisionnements à l'avenir. Ainsi, le résultat opérationnel du Groupe pourrait être affecté de manière significative et des conséquences significatives sur la capacité de production du Groupe pourraient être engendrées et pourraient entraîner des pertes de marchés s'il n'était pas en mesure de s'approvisionner de manière suffisante en composants dans les délais requis ou si des hausses importantes de coûts ou des problèmes de qualité des composants survenaient.

1.7. Risques liés à la fabrication et risques de sinistres pouvant affecter les locaux industriels

Le Groupe a mis en place des procédures qualité internes, certifiées par des organismes de certification qualité indépendants, visant à permettre de réduire *in situ* les risques de défaut de fabrication, de fonctionnement ou d'assemblage de composants défectueux tant sur son site de Crolles que sur le site de production américain. Enfin, lors de leur fabrication, tous les produits sont testés par le Groupe.

Malgré ces mesures de prévention, et de manière générale, un défaut de fabrication, de fonctionnement ou l'assemblage de composants défectueux dans l'un quelconque des produits du Groupe pourrait toutefois entraîner des actions en responsabilité contre lui de la part de clients. De même, l'occurrence d'un problème après livraison ne peut être exclue et l'existence de réclamations pourrait nuire à la réputation du Groupe, entraîner des coûts de remplacement de produits défectueux et avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Par ailleurs, les locaux des entités du groupe sont susceptibles de subir des sinistres importants. Toute perte de l'une de ces installations pourrait interrompre l'activité de la Société ou retarder sa production, et se traduirait par d'importantes dépenses de reconstruction toutefois couvertes par des assurances adéquates. Il est toutefois précisé que la Société n'a connu aucun sinistre de ce type à ce jour.

1.8. Risques liés aux défauts techniques sur des produits commercialisés par la Société

Le dysfonctionnement des produits commercialisés par le Groupe pourrait entraîner de nouvelles dépenses de recherche et développement afin de corriger les erreurs ou défauts constatés, des coûts supplémentaires de service et de maintenance et entacher la réputation commerciale de la Société. La Société risquerait également de devoir engager des dépenses significatives du fait de retours de produits par ses clients. Enfin, la découverte de ces problèmes de performance ou de ces vices pourrait causer un préjudice à ses clients et exposer le Groupe à des actions en garantie et responsabilité du fait des produits. Pour de plus amples développements à ce sujet, il convient de se reporter à la section 4.2.5 de cette présente annexe.

Ainsi, si un grand nombre de défauts techniques survenait sur les produits du Groupe commercialisés auprès de ses clients, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2. Risques liés au marché sur lequel intervient la Société

2.1. Risques liés à l'environnement concurrentiel

Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel où un nombre significatif d'acteurs disposent de moyens financiers significatifs. Certains des concurrents du Groupe sont des acteurs historiques du secteur, disposant de larges ressources, d'une notoriété et d'une base de clientèle plus étendue que celle du Groupe. Leur présence ancienne sur le marché leur a permis d'établir des relations fortes avec leurs clients, ce qui pourrait les avantager, notamment par l'accès à des informations sur les demandes futures de leurs clients et l'évolution anticipée de leurs besoins. Les ressources importantes de ces concurrents de grande taille leur permettent d'affecter des moyens conséquents à la compétition technologique, de réaliser des économies d'échelle, d'étoffer leurs portefeuilles de produits et de bénéficier d'une plus grande crédibilité auprès des clients existants et potentiels du Groupe. De plus, certains concurrents pourraient adopter une politique de prix agressive.

Si le Groupe n'était pas en mesure de s'adapter et de répondre à cette pression concurrentielle actuelle et future sur ses marchés, cela pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.2. Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de clients et à la capacité à les retenir

Le Groupe dispose à ce jour d'une clientèle d'environ 50 sociétés, parmi lesquelles de nombreux groupes de renom intervenant dans divers segments d'application, tels que l'industrie, l'aéronautique, la sécurité, le médical ou l'électronique grand public.

Le Groupe a toutefois été historiquement exposé à un risque de dépendance important vis-à-vis de la société Sercel (groupe CGG). Afin de réduire ce risque de dépendance vis-à-vis de Sercel, des efforts commerciaux importants ont été entrepris par le Groupe au cours des dernières années pour diversifier ses clients. Ces efforts se sont notamment traduits par le gain de nouveaux clients.

Le premier client du Groupe, ses cinq premiers clients et ses dix premiers clients représentaient respectivement, 30%, 62%, et 85% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2020 contre 30%, 65%, et 80% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Une rupture des relations du Groupe avec l'un de ses principaux clients pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats sans que le Groupe soit à même de substituer un client perdu par un nouveau client de même importance. En outre, la perte ou la diminution d'activité d'un ou plusieurs de ces clients pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La capacité du Groupe à attirer et retenir ses clients est également conditionnée par son aptitude à anticiper et satisfaire leurs demandes spécifiques. Pour que le marché accueille ses produits, le Groupe doit anticiper de manière efficace les demandes de ses clients, s'y adapter en temps voulu et proposer des solutions et services en vue de les satisfaire. Les clients potentiels peuvent exiger des caractéristiques de produit particulières et des fonctions que les produits actuels du Groupe ne possèdent pas. Si ce dernier ne parvient pas à développer des produits et à proposer des services satisfaisant les exigences de ses clients, sa capacité à créer ou à augmenter la demande de ses produits et services serait mise à mal et il pourrait perdre des clients actuels ou potentiels, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.3. Risques liés aux activités internationales de la Société

En raison du caractère international de son activité et de sa volonté de conquérir de nouveaux marchés étrangers, la Société pourrait être exposée dans le futur à un certain nombre de risques politiques, réglementaires et commerciaux, et notamment :

- l'évolution de la situation économique et politique locale ;
- les fluctuations des taux de change ;
- les restrictions imposées au rapatriement des capitaux ;
- les changements imprévus apportés à l'environnement réglementaire ;
- les restrictions concernant l'importation et les droits de douane, le contrôle de l'exportation des produits et services et autres barrières commerciales ;
- l'allongement des délais de paiement et des difficultés de recouvrement des créances dans certains pays ;
- la protection juridique limitée des droits de propriété intellectuelle dans certains pays.

La Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure de gérer ces risques, sur lesquels elle n'a souvent aucun contrôle, et qu'elle pourra assurer le respect de toutes les dispositions réglementaires applicables, sans encourir de dépenses supplémentaires.

L'évolution de la situation dans des pays dans lesquels la Société commercialise ses produits ainsi que celle des réglementations applicables localement pourraient engendrer des difficultés dans l'exercice de ses activités dans ces pays, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3. Risques liés à l'organisation de la Société

3.1. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction qui jouit d'une expérience importante dans le secteur au sein de la Société ou d'autres acteurs du secteur. Il repose également sur une main d'œuvre qualifiée, formée et notamment dans le domaine de la recherche et du développement, du marketing, de la commercialisation, de la production, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de la gestion financière et des ressources humaines.

Dans l'hypothèse où la Société ne serait pas en mesure de conserver ses dirigeants et son personnel clé, la mise en œuvre de sa stratégie pourrait en être défavorablement affectée. A ce jour, la Société ne dispose pas d'assurance homme-clé.

Compte tenu de la complexité et de la spécificité de la technologie des MEMS, le succès de la Société repose sur sa capacité à assurer la gestion harmonieuse de son personnel et à fidéliser les collaborateurs bénéficiant d'une expertise en matière de design de microsystèmes et de développement de processus d'industrialisation.

Une réduction significative du nombre de collaborateurs expérimentés, notamment leur départ pour une entreprise concurrente, pourrait conduire à la détérioration de la qualité des produits, du service client offert par la Société.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.2. Risques liés au recrutement de nouveaux collaborateurs et à la fidélisation de son personnel clé

La Société aura besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités.

La Société est en concurrence avec d'autres sociétés, organismes de recherche et institutions académiques pour recruter et retenir les personnels scientifiques, techniques et de gestion hautement qualifiée. Dans la mesure où cette concurrence est très intense, la Société pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ces personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

L'incapacité de la Société à attirer et retenir ces personnes clés pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.3. Risques liés à la réalisation d'opérations de croissance externe

Bien qu'à ce jour la stratégie de développement de la Société ne repose pas principalement sur la croissance externe, la Société pourrait être conduite, en fonction des opportunités, à réaliser des acquisitions de sociétés, d'activités ou de

technologies complémentaires afin de poursuivre le développement de ses activités, d'améliorer sa compétitivité sur son marché ou de pénétrer de nouveaux marchés.

La mise en œuvre de cette stratégie dépend, en partie, de la capacité de la Société à identifier des cibles attractives, à réaliser ces acquisitions à des conditions satisfaisantes et à les intégrer avec succès dans ses opérations ou sa technologie.

Par ailleurs, l'acquisition de technologies, tout comme la conclusion d'autres transactions d'importance pourraient faire peser sur la Société des coûts significatifs. La Société pourrait également avoir à financer de telles acquisitions en contractant des emprunts, ou en émettant des titres de capital, ce qui pourrait lui faire prendre des risques financiers et la contraindre à se voir imposer certaines restrictions ou avoir un impact dilutif pour ses actionnaires.

La réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques pourrait impacter défavorablement l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.4. Risques liés à la gestion de la croissance

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe va devoir recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes.

En particulier, le Groupe a l'intention de compléter ses équipes de R&D pour être en mesure de conserver son avance technologique et de développer sa force de vente pour intensifier sa présence commerciale.

A cet effet, le Groupe devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- augmenter la capacité de ses systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion existants ; et
- augmenter les niveaux de stock de produits.

L'incapacité du Groupe à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.5. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel

Les risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel pourraient entraîner des perturbations importantes liées à l'indisponibilité des systèmes d'information de la Société, à la perte de données, au détournement d'informations importantes, de propriété intellectuelle et au vol d'informations confidentielles confiées par des clients, fournisseurs ou partenaires.

Malgré les précautions prises, les dispositifs de sécurité mis en place (cluster de firewall géré par une société spécialisée dans la connectivité, l'hébergement et la sécurité, règles de restriction des accès, contrôle permanent des flux, supervision du LAN, antivirus messagerie interne, politique de changements de mots de passe réguliers, veille sécuritaire), les sauvegardes réalisées par la Société (quotidiennes, mensuelles, annuelles), il n'existe aucune garantie que ces mesures de protection soient suffisantes, et la Société ne peut garantir un fonctionnement ininterrompu ou une sécurité totale de ses systèmes.

Les systèmes d'information du Groupe contiennent des informations essentielles pour l'entreprise telles que des informations techniques, financières, de planification, de production, des éléments de propriété intellectuelle, des analyses stratégiques, des études de coûts et de prix clés pour la compétitivité de la Société ainsi que des informations confidentielles provenant de différentes sources internes et tierces.

Des accès ou des altérations non autorisées, des attaques, des vols d'informations essentielles et stratégiques pourraient engager la responsabilité de la Société et pourraient impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4. Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

4.1. Risques liés à la propriété intellectuelle et à la contrefaçon

Le Groupe est titulaire d'un nombre limité de brevets. Les éléments de propriété intellectuelle détenus ou développés par le Groupe sont à titre principal, son savoir-faire, ses designs électroniques et mécaniques, et les documents associés. Les droits sur les développements et leur documentation créée par des salariés du Groupe ou des consultants ayant signé un contrat avec le Groupe appartiennent à la Société qui en est seule propriétaire.

- **Brevets détenus par la Société**

La protection offerte par des brevets est toujours incertaine. La Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir une protection adéquate de ses droits de propriété intellectuelle et, par là-même, perdre son avantage technologique et concurrentiel.

Le droit des brevets n'est pas uniforme dans tous les pays. En conséquence, la Société ne peut pas garantir que :

- ses demandes de brevet en cours aboutiront à la délivrance de brevets ;
- ses demandes de brevet, même si elles sont accordées, ne seront pas contestées, invalidées ou jugées inapplicables ;
- la portée de toute protection offerte par des brevets sera suffisante pour protéger la Société contre ses concurrents ;
- ses produits et technologies ne violeront pas les droits de propriété intellectuelle ou les brevets détenus par des tiers, et qu'elle ne sera pas contrainte de se défendre contre de telles accusations par des tiers ;
- des tiers ne se verront pas accorder ou ne déposeront pas de demandes de brevet ou ne disposeront pas de tout autre droit de propriété intellectuelle qui, même s'ils n'empiètent pas sur ceux de la Société, viendraient limiter celle-ci dans son développement.

Les litiges en matière de propriété intellectuelle sont fréquemment longs, coûteux et complexes. Certains des concurrents de la Société disposent de ressources plus importantes pour mener de telles procédures. Une décision judiciaire défavorable pourrait affecter sérieusement la capacité de la Société à poursuivre son activité, et, plus précisément, pourrait contraindre la Société à :

- cesser de vendre ou d'utiliser certains de ses produits et technologies ;
- acquérir le droit d'utiliser les droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers à des conditions onéreuses ; ou
- changer la conception, retarder le lancement ou même abandonner certains de ses produits.

La protection par la Société de ses droits de propriété intellectuelle représente un coût significatif lié, notamment, aux frais de dépôt et de maintien en vigueur des brevets, aux rémunérations supplémentaires et juste prix versés aux inventeurs et d'une façon générale, à la gestion de l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle. Les dépenses de la Société relatives à son portefeuille de brevets s'élèvent à 85 k euros pour l'année fiscale 2020, pour :

- les dépôts (dépôts en France, étude du dossier, recherches concernant l'art antérieur) ;
- Le suivi et la gestion des titres acquis (incluant les frais relatifs aux procédures de délivrance, les taxes de maintien en vigueur, les frais relatifs aux demandes d'extension internationale).

Ce coût pourrait être augmenté si des actions en justice devaient être introduites par la Société pour faire valoir ses droits. En outre, toute défaillance dans la protection de ses droits de propriété intellectuelle pourrait permettre à des concurrents d'avoir accès aux technologies développées par la Société en collaboration avec des partenaires et ainsi entraîner la perte d'un avantage concurrentiel pour la Société. Cette perte d'avantage concurrentiel pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

- **Brevets utilisés par la Société dans le cadre d'une licence**

Il existe un risque de dépendance de la Société à l'égard de tiers. En effet, l'activité de la Société dépend en partie de l'octroi de licences non exclusives sur des brevets appartenant à des tiers. Il s'agit principalement des contrats de licence conclus avec le CEA-Leti et la société Thales Avionics.

Par ailleurs, les concédants de licence excluent certaines garanties, en particulier en cas de réclamations ou actions de tiers au sujet des contrats de licence. En conséquence, la Société ne peut garantir que la validité de ces brevets ne sera pas contestée par un tiers ou que les brevets ne sont pas dépendants d'un autre brevet antérieur ou ne portent pas atteinte à un brevet détenu par un tiers.

Comme toute entreprise technologique, Tronics est également exposée à la contrefaçon de ses produits. Malgré les efforts faits par le Groupe pour protéger en interne les informations liées au développement de ses produits, il ne peut être exclu que des cas de contrefaçon apparaissent. Ceci pourrait avoir des effets négatifs sur le Groupe, ralentir le développement sur certains marchés cibles, impacter l'image de marque du Groupe notamment si des produits contrefaits de qualité moindre venaient à être diffusés et pourrait amener le Groupe à entreprendre des démarches juridiques coûteuses. De telles démarches pourraient impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2. Risques liés à la réglementation et à son évolution

4.2.1. Risque lié à l'évolution des réglementations

Bien que l'évolution récente de la réglementation n'ait pas eu d'impact défavorable sur les activités du Groupe, il ne peut être exclu que des changements législatifs ou réglementaires en cours de préparation dont le Groupe n'a pas connaissance ou futurs puissent impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.2. Risque lié à la nécessité d'obtenir des licences d'exportation

Le Groupe est dans l'obligation de produire à l'administration douanière une licence globale d'exportation et parfois des licences individuelles par type de produit et/ou type de client. Le délai d'obtention de ces licences peut s'avérer parfois long, ralentir le processus de livraisons de produits commandés par des clients et entraîner le paiement de pénalités de retard et impacter défavorablement l'image de marque du Groupe, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.3. Risque lié à la nécessité d'obtenir une autorisation gouvernementale préalable en cas de prise de contrôle de la Société ou d'une de ses branches d'activité

Au vu des activités du Groupe, sa prise de contrôle, l'acquisition de tout ou partie d'une de ses branches d'activité, le franchissement du seuil du tiers de son capital pourrait notamment être soumis à une autorisation gouvernementale préalable.

Au titre de ses activités, le Groupe peut être indirectement dépositaire de secrets de la défense nationale et les biens et technologies qu'il développe pourraient être qualifiés « à double usage » au sens de l'annexe IV du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009.

De ce fait, en application des dispositions du code monétaire et financier, la prise de contrôle de la Société (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) ou l'acquisition, directe ou indirecte, de tout ou partie d'une branche d'activité du Groupe par (i) une personne physique qui n'est pas ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social ne se situe pas dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui n'y est pas résidente, conformément à l'article R. 153-2 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Non Communautaire* ») ou (ii) une personne physique ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social se situe dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui y est résidente conformément à l'article R. 153-4 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Communautaire* ») pourrait être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie (en application de l'article L.151-3 du code monétaire et financier).

De même, le franchissement du seuil de 33,33% du capital de la Société par un Investisseur Non Communautaire pourrait également être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie. Une autorisation préalable de gouvernements d'autres pays pourrait également être requise pour des raisons similaires. Il ne peut pas être exclu que ces autorisations soient refusées ou assorties de conditions de nature à dissuader un acquéreur potentiel. L'existence de telles conditions à une acquisition de la Société pourrait avoir un impact négatif sur le cours de ses actions.

4.2.4. Risque lié à l'évolution des normes

L'adoption de normes non compatibles avec les solutions développées par le Groupe, nécessitant d'importantes modifications de ses produits ou ne permettant pas au Groupe d'offrir des produits au même moment que des concurrents maîtrisant davantage ces nouvelles normes pourrait impacter défavorablement son offre commerciale, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe, du fait de sa taille, n'a que des moyens très limités pour peser sur ces décisions. Bien que ces normes, une fois adoptées, soient publiques et puissent être rapidement intégrées et mises en œuvre par son équipe de recherche et développement, l'absence d'influence du Groupe dans le processus de normalisation pourrait le défavoriser vis-à-vis de concurrents plus influents.

4.2.5. Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommages générés par un de ses produits

Le risque de mise en jeu de la responsabilité du Groupe en matière de produits défectueux est inhérent au développement, à la fabrication, à la commercialisation et à la vente de ses produits.

Le Groupe pourrait voir sa responsabilité engagée, en qualité de fabricant, du fait d'un dommage causé par un défaut d'un de ses produits mis en circulation par ses soins. Un produit est considéré comme défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Il pourrait être demandé au Groupe réparation d'un dommage résultant d'une atteinte à une personne ou à un bien.

Il appartiendrait cependant au demandeur de prouver le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

En outre, la responsabilité du Groupe pourrait être écartée si elle démontrait que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où le produit a été mis en circulation, ne pouvait permettre de déceler l'existence du défaut ou que le défaut du produit est dû à la conformité du produit avec des règles impératives d'ordre législatif ou réglementaire.

Tout accident impliquant les produits du Groupe pourrait impacter les demandes de produits développés par le Groupe. Ce type de circonstance pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La réputation du Groupe pourrait également être affectée par une publicité négative résultant de difficultés ou d'accidents en relation avec ses produits. Le Groupe ne peut garantir que de telles réclamations ne seront pas formulées dans le futur.

Afin de réduire les conséquences potentielles des risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommage généré par un de ses produits, celle-ci a contracté une assurance responsabilité civile qui couvre les dommages que pourraient causer ses produits.

4.3. Risque d'évolution dans les politiques d'aide aux entreprises

La diminution des financements publics dont bénéficie le Groupe ou des demandes de remboursement pourrait entraîner une augmentation des dépenses du Groupe et pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe bénéficie de certains dispositifs fiscaux en matière de recherche et développement (Crédit Impôt Recherche) en France dont le montant total s'est élevé à 336 k€ en FY 2020 et 502 k€ en FY 2019). Ces dispositifs fiscaux sont soumis au respect de nombreuses exigences et règles que le Groupe doit remplir et respecter.

Le changement de contrôle intervenu dans la cadre de l'entrée au capital de la société TDK Electronics AG, ex EPCOS AG, a eu un impact sur le versement du CIR. Le remboursement anticipé dont l'entreprise a bénéficié les années précédentes, répondant jusque-là aux critères de la PME communautaire, n'est désormais plus possible avec la prise de contrôle par TDK Electronics AG. Pour la même raison, l'entreprise n'est plus éligible au Crédit Impôt Innovation. En revanche, cela ne change pas l'éligibilité des programmes de recherche au CIR. La société devra imputer le montant du CIR sur l'impôt sur les sociétés dû ou bien demander la restitution à l'expiration d'une période de trois ans si elle n'a pas pu imputer ce crédit d'impôt. Le changement de contrôle a donc eu un impact sur le besoin en fonds de roulement de la société qui l'a intégré dans ses prévisions de trésorerie.

Par ailleurs, si les gouvernements concernés n'étaient pas en mesure d'effectuer les versements aux échéances prévues ou si les programmes ou crédits d'impôts étaient interrompus, modifiés ou réduits ou si le Groupe ne remplissait plus les critères d'éligibilité ou que les administrations compétentes remettaient en cause tout ou partie des sommes allouées au Groupe, l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats pourraient être impactés défavorablement.

4.4. Risque d'évolution de l'environnement fiscal et de contrôles fiscaux

Au jour de l'établissement du présent rapport, le Groupe est principalement implanté en France et aux Etats-Unis. Tout changement de la législation fiscale et douanière, notamment sur les taux d'imposition et les systèmes d'aide fiscale (tel que celui sur le crédit impôt recherche), ou les contrôles fiscaux pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe a comptabilisé une créance d'impôt différé actif de 250 k€ au 31 mars 2020. Cette hypothèse repose sur des hypothèses d'imputation partielle des déficits reportables actuels disponibles en France et de projections de croissance de l'activité et du résultat par pays. Dans l'hypothèse où l'activité se développerait moins rapidement que prévu ou si la répartition du chiffre d'affaires par pays était différente de celle prévue, l'impôt différé actif devrait être ajusté en conséquence entraînant un impact sur le résultat du Groupe.

4.5. Risques liés aux contentieux et litiges

Le Groupe est engagé à la date du présent rapport dans un nombre très limité de litiges.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas à la date d'enregistrement du présent rapport de litiges commerciaux et fiscaux, ni d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou arbitrales en suspens ou dont le Groupe est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois un impact défavorable significatif sur l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.6. Risques environnementaux

Les produits du Groupe sont soumis au respect d'une réglementation environnementale de plus en plus stricte. Le Groupe assure à cet effet une veille réglementaire environnementale visant à anticiper, dans la conduite de ses activités, les évolutions réglementaires.

Du fait de la nature de son activité, la Société est amenée à stocker des produits dangereux sur son site de production de Crolles, qui est soumis à une déclaration contrôlée auprès de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Afin de minimiser le risque environnemental, la Société a veillé à ce que son site opère dans le strict respect des normes de sécurité. A la connaissance de la Société, aucun rejet toxique n'est généré par le fonctionnement de son site.

En dépit des procédures mises en place par le Groupe et bien que la Société estime que les risques d'atteinte à l'environnement soient limités dans le cadre de l'activité du Groupe, la Société ne peut garantir une couverture totale du risque environnemental qui, s'il se réalisait, pourrait amener le Groupe à rencontrer des difficultés dans l'exercice de ses activités, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

5. Risques financiers

5.1. Risque de taux d'intérêt

Au 31 mars 2020, la ventilation des actifs et des dettes financières consolidées du Groupe en fonction de la nature des taux fixe ou variable, se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31 mars 2020
Instruments à taux fixe	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 471
Dettes financières	-43 214
Endettement net à taux fixe	-36 743
Instruments à taux variable	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	
Dettes financières	
Endettement net à taux variable	0

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de dépôts bancaires à court terme. Les dettes financières sont principalement constituées d'emprunts auprès d'établissements de crédit ou de TDK Electronics AG et de dettes financières au titre des contrats de location.

Au 31 mars 2020, l'ensemble des actifs et passifs financiers sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

5.2. Risque de change

La stratégie de la Société française est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats. La filiale américaine quant à elle effectue des transactions en dollar américain (USD).

La sensibilité du Groupe au risque de change provient principalement de la consolidation des filiales américaines (impact sur les capitaux propres) et des prêts consentis entre Tronics Microsystems SA, Tronics MEMS Inc, et TDK Electronics AG.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.

5.3. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le tableau ci-après présente la ventilation des passifs financiers et des actifs financiers courants au 31 mars 2020.

Risque de liquidité (31 mars 2020) en milliers d'euros	Montant Brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs Financiers				
Dettes financières - contrats de location	3 403	640	2 763	
Avances remboursables	1 286	14	1 272	
Emprunts	38 361	37 881	480	
Engagements achats sur minoritaires	162		162	
Total passifs financiers	43 214	38 535	4 677	-
Actifs Financiers courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 471	6 471		
Total actifs financiers	6 471	6 471		-
Endettement net	-36 743	-32 064	-4 677	-

Le groupe n'anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'engagement de support du groupe TDK Electronics.

Le Groupe n'est soumis à aucun covenant.

5.4. Risque sur actions et autres instruments financiers

A la date du présent rapport, le Groupe ne détient aucun titre financier. Par conséquent, le Groupe n'est pas exposé à un risque de marché sur actions et autres instruments financiers.

5.5. Risques liés aux engagements hors bilan

Se reporter à la note 8 des annexes aux informations financières au 31 mars 2020.

5.6. Risque de dilution

Depuis sa création, la Société a procédé à l'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), de bons de souscription d'actions (BSA) et d'options d'achat ou de souscription d'actions. A la date du présent rapport, l'ensemble des titres donnant accès au capital a été exercé.

La politique de motivation des dirigeants et salariés du groupe TDK ne prévoit pas l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux titres donnant accès au capital de la Société, qui aurait pu entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires de la Société.

6. Risque de crédit ou de Contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises, russes et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

Compte tenu de son activité et de l'état actuel du marché, la Société encourt les principaux risques suivants :

La Société vend ses produits et services à des clients intervenants sur des marchés pouvant présenter une volatilité importante de la demande et des commandes.

La Société intervient sur des technologies nouvelles et sur des produits nouveaux qui comportent un risque d'échec élevé dans la phase de développement. C'est pourquoi la Société entretient un portefeuille important de projets pour optimiser les chances que certains d'entre eux aboutissent à des productions récurrentes. En outre, les marchés visés sont diversifiés tant géographiquement que commercialement et connaissent une croissance soutenue.

La majeure partie des contrats de développement en cours ayant été négociés en euros, la Société n'est pas exposée au risque de change de manière significative. Par ailleurs, le montant des transactions libellées en dollars (USD) se compensent (les décaissements en devise sont équivalents aux encaissements dans la même devise).

La Société exploite une installation classée soumise à déclaration contrôlée à la DREAL. En effet, la salle blanche consomme des produits chimiques considérés comme dangereux. Cependant, les quantités consommées et stockées sur son site sont inférieures aux seuils nécessitant une autorisation préfectorale. La Direction a fait le maximum pour réduire et maîtriser les risques incendie et pollution, en mettant en œuvre les dispositifs de prévention et de formation requis : dispositifs de détection, ingénieur sécurité, plan de formation, plan de prévention.

7. Assurances et couverture des risques

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garantie qu'il estime compatibles avec la nature de son activité. Le montant total des primes versées au titre de l'ensemble des polices d'assurances du Groupe s'est élevé à 76 k€ au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020.

ANNEXE C

Tableau des délais de paiement des clients et des fournisseurs

	Article D. 441-I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 Jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et	0 Jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et
A. Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées						45						13
Montant total des factures concernées TTC	646	74	6	4	18	102	915	179	34	1	0	214
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	13%	1%	0%	0%	0%	2%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							17%	3%	1%	0%	0%	2%
B. Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues					2	2					0	0
Montant total des factures exclues					19	19					0	0
C. Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légale - Article L.441-6 ou L.443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : 30 jours fin de mois						Délais Contractuels : ____30 Jours nets_____					

TRONICS MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

ETABLI AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société TRONIC'S MICROSYSTEMS (ci-après la « Société ») et du groupe de sociétés qu'elle constitue avec ses filiales (ci-après « le Groupe » ou « le Groupe Tronics ») durant l'exercice clos le 31 mars 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.

CONVENTION(S) CONCLUE(S) PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE MERE AVEC UNE FILIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 dernier alinéa du Code de commerce, nous vous rappelons ci-après les conventions intervenues au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part un Membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de la Société ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- et d'autre part, l'une de ses filiales contrôlée par la Société au sens de l'article L 233-3 du code de commerce..

1. **Le contrat de distribution conclu entre notre société-mère, la société EPCOS Inc, et notre filiale TRONICS MEMS** portant sur la fourniture par EPCOS Inc. de prestations de services commerciaux au profit de la Société et de sa filiale Tronics MEMS Inc. portant sur les produits standards fabriqués par la Société et sa filiale Tronics MEMS Inc aux Etats Unis d'Amérique, au Canada et au Mexique, avec effet au 1er octobre 2017, moyennant les conditions financières suivantes :

- versement par TDK Europe GmbH du prix de revente des produits facturé à ses propres clients, minoré des frais de transport desdits produits afférents à leur livraison aux clients ;
- remboursement par la Société et sa filiale Tronics MEMS Inc. des frais couvrant les dépenses pour les services commerciaux objet dudit contrat et paiement d'une majoration indexée sur le chiffre d'affaires réalisé sur le territoire visé ci-dessus.

2. Prêt TDK Electronics AG à Tronics Mems

En date du 27 février 2017, la société EPCOS.AG a accordé un prêt de 2 millions de dollars américains à la filiale Tronics Mems afin de financer des achats d'équipements pour le nouveau site de production avec une échéance au 31 août 2017.

En date du 31 Août 2017, la société EPCOS AG a signé un premier avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 6 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2018.

En date du 26 février 2018, la société EPCOS AG a signé un deuxième avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 12 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2019.

En date du 26 février 2019, la société TDK Electronics AG a signé un troisième avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 12 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 28 février 2020.

En date du 26 février 2020, la société TDK Electronics AG a signé un quatrième avenant avec la filiale Tronics Mems repoussant de 12 mois l'échéance de paiement de ce prêt, portant ainsi l'échéance au 26 février 2021.

-oOo-

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES AU 31 MARS 2020 PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS TOUTE SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous précisons que les mandats et fonctions (y compris salariées) exercés durant l'exercice clos le 31 mars 2020 dans toute société par chacun des mandataires sociaux personnes physiques et par les représentants permanents des mandataires sociaux personnes morales en fonctions au 31 mars 2020, sont les suivants :

- Monsieur Julien BON, Membre et Président du Directoire de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
- Monsieur Antoine FILIPE, Membre du Directoire de la Société depuis le 13 juin 2018, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
- Monsieur Marc DUVAL DESTIN, représentant permanent de la société THALES AVIONICS SAS, Membre du Conseil de Surveillance de la Société, n'exerce par ailleurs aucun autre mandat social.
- Monsieur Marcel MUELLER, Membre et vice-président du Conseil de Surveillance de la Société, n'exerçant aucun autre mandat social, exerce les fonctions suivantes :
 - Responsable du controlling Sensors Business Group de TDK Electronics AG
- Monsieur Karsten LOEWE, Membre du Conseil de Surveillance de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Executive Vice-Président et CFO Sensors Business Group de TDK Electronics AG
 - Membre du management board et managing director de Hermann Beteiligungs GmbH

- Monsieur Peter BALZER, Membre et Président du Conseil de Surveillance de la Société, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Président et CEO Sensors Business Group de TDK Electronics AG
 - Membre du management board et managing director de Hermann Beteiligungs GmbH
 - Directeur du conseil des commissaires de PT. EPCOS Indonesia

Pour mémoire, les règles de cumul des mandats ne s'appliquent pas aux représentants permanents de sociétés de capital-risque, de sociétés financières d'innovation ou de sociétés de gestion habilitées à gérer des fonds communs de placement (article L. 225-95-1 du Code de commerce).

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'information ci-après est établie en se référant du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites tel qu'il a été publié en septembre 2016 par MiddleNext et validé en tant que code de référence par l'AMF.

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social

en euro	01/04/2019- 31/03/2020	01/04/2018- 31/03/2019	24/08/2017- 31/03/2018
Julien Bon – président du directoire ⁽¹⁾			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	103 699	99 755	57 101
Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice	4 872	27 413	29 944
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	N/A	N/A	N/A
Total	108 571	127 168	87 045

⁽¹⁾ *Julien BON a été nommé président du directoire de la Société suivant décision du Conseil de Surveillance du 24 août 2017 et renouvelé dans ses fonctions suivant décision du Conseil de Surveillance du 30 septembre 2019. Il a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (modifié par deux avenants autorisés respectivement par les conseils de surveillance du 22 novembre 2017 et du 30 septembre 2019 et un par un avenant en date du 30 septembre 2019 soumis à la ratification de votre Assemblée Générale) conformément à la procédure des conventions réglementées.*

en euro	01/04/2019- 31/03/2020	01/07/2018- 31/03/2019	N/A
Antoine Filipe – membre du directoire ⁽²⁾			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	97 156	71 933	-
Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice	5 771	28 442	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	NA	NA	-
Total	102 927	100 374	-

⁽²⁾ *Antoine Filipe a été nommé membre du directoire de la Société le 1er juillet 2018.*

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 mars 2018, 31 mars 2019 et 31 mars 2020 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

en euro	01/04/2019- 31/03/2020		01/04/2018- 31/03/2019		24/08/2017- 31/03/2018	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Julien Bon – président du directoire						
Rémunération fixe*	99 963	99 963	97 455	97 455	55 419	55 846
Rémunération variable annuelle*	4 872	7 680	7 680	6 000	6 000	-
Rémunération exceptionnelle*	N/A	N/A	28 202	28 202	19 155	19 155
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	3 736	3 736	2 300	2 300	1 155	1 155
Total	108 571	111 380	135 637	133 957	81 729	76 257

* sur une base brute avant impôt

⁽¹⁾ rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

⁽²⁾ rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

en euro	01/04/2019- 31/03/2020		01/07/2018- 31/03/2019		N/A	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Antoine Filipe – membre du directoire**						
Rémunération fixe*	97 156	96 917	71 933	70 088	N/A	N/A
Rémunération variable annuelle*	5 771	7 663	7 663	-	N/A	N/A
Rémunération exceptionnelle*	N/A	N/A	23 047	23 047	N/A	N/A
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Total	102 927	104 580	100 374	93 135	N/A	N/A

* sur une base brute avant impôt

** début de mandat : 01/07/2018

⁽¹⁾ rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

⁽²⁾ rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

Les parts variables des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux sont subordonnées à la réalisation d'objectifs essentiellement financiers précis et préétablis (niveaux de chiffre d'affaires, de résultats et de trésorerie), adaptés aux domaines de compétence de chacun des dirigeants mandataires sociaux.

En matière d'avantages en nature, Julien BON bénéficie d'une prise en charge par la Société de ses frais, de son assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) et de la mutuelle santé d'entreprise. Antoine Filipe bénéficie des mêmes avantages en nature que les salariés de sa catégorie.

Tableau sur les rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Il n'a pas été versé de rémunérations aux mandataires sociaux non dirigeants ni au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, ni au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, ni au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Julien BON ⁽¹⁾ président du directoire		X		X	X ⁽²⁾		X ⁽³⁾	
Date début mandat :	24 Août 2017 Renouvelé lors du conseil de surveillance du 30/09/2019.							
Date fin mandat :	A l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2025 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025							
Antoine Filipe	X							
Date début mandat :	1 ^{er} juillet 2018 Renouvelé lors du conseil de surveillance du 30/09/2019.							
Date fin mandat :	A l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2025 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025							

⁽¹⁾ Julien BON a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (modifié deux avenants autorisés respectivement par les conseils de surveillance du 22 novembre 2017 et du 30 septembre 2019 et un par un avenant en date du 30 septembre 2019 soumis à la ratification de votre Assemblée Générale).

⁽²⁾ hormis les cas de révocation motivée par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Julien BON percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à cinq (5) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

⁽³⁾ hormis les cas de réactivation de son contrat de travail suspendu pour la durée de son mandat social, de révocation motivée par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Julien BON, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.

OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES

Conformément à la mission de surveillance que nous confère la loi et aux dispositions de l'article L.225-68 alinéa 6 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel sur la gestion de votre Société et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés afférents aux comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020 sur lesquels vous êtes appelés à vous prononcer nous ont été communiqués par votre Directoire qui nous a également transmis son rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours dudit exercice incluant celui sur la gestion du Groupe (constitué par la Société et ses filiales) et le rapport spécial établi par le Directoire conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce.

Après vérification et contrôle, nous n'avons pas d'observation particulière à formuler :

- sur le rapport de gestion de votre Directoire incluant celui sur la gestion du Groupe et sur les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 ainsi que sur le rapport spécial établi par le Directoire conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce ;
 - sur l'affectation du résultat de l'exercice, savoir une perte de 8 655 131 euros, en totalité au poste « Report à Nouveau » qui serait ainsi porté d'un solde débiteur de 26 501 336 euros à un solde débiteur de 35 156 467 euros ;
- sur la proposition d'allocation - conformément aux dispositions de l'article L.225-83 du Code de commerce - aux membres du Conseil de Surveillance, une somme globale de 40 000 euros en rémunération de leur activité au titre de l'exercice en cours, étant précisé que ladite somme serait réparti par le Conseil de Surveillance entre ceux de ses membres pouvant être qualifiés de membres indépendants au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middledent et retenus par la Société ;
- sur la proposition d'apurement partiel du poste « Report à Nouveau » débiteur par imputation sur le poste « Prime d'émission » ;

Les renseignements contenus dans ce rapport n'appellent de notre part aucune observation particulière.

En conséquence nous vous recommandons l'adoption des résolutions qui vous sont présentées.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ET DE POUVOIRS
ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE**

Au présent rapport est également joint en **Annexe** un tableau récapitulatif des délégations de compétences et de pouvoirs en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, ainsi que de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Pour le Conseil de Surveillance,
Le Président,
Monsieur Peter BALZER.

ANNEXE
TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité
accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Directoire
dans le domaine des augmentations de capital,
par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce
et de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31/03/2020

Date de l'Assemblée Générale	Objet de la délégation	Durée de validité de la délégation	Date d'utilisation de la délégation, le cas échéant	Modalités d'utilisation de la délégation
A.G.M 19/05/2016 (10 ^{ème} résolution)	Autorisation conférée au Directoire, dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce, à consentir, pendant les périodes autorisées par la loi, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires , étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 200.000 actions ¹ d'une valeur nominale de 1 euro l'une	38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019)	Néant	Néant

¹ Étant précisé que le nombre de 200 000 constitue une enveloppe maximale sur laquelle s'imputera toute émission d'options de souscriptions d'actions, d'actions gratuites ou de BSA, de sorte qu'au total le nombre d'options/actions gratuites émis au titre des délégations et autorisations conférées par l'AGM du 19.05.2016 ne puisse dépasser 200 000.

A.G.M 19/05/2016 (11 ^{ème} résolution)	Autorisation conférée au Directoire à l'effet de procéder, en une ou plusieurs, fois, à l'attribution gratuite d'un nombre total maximum de 200.000 actions² existantes ou à émettre par la Société , au profit des salariés de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II et L.225-197-2 du code de commerce, ainsi qu'au profit des salariés des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées,	38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019)	Néant	Néant
--	--	--	-------	-------

² Idem note 8

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT SPECIAL DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 29 SEPTEMBRE 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport spécial sur les opérations suivantes réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

1. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui, durant l'exercice clos le 31 mars 2020 et à raison des **mandats et fonctions exercés dans la Société**, ont été consenties à chacun des mandataires sociaux par la Société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce :

Néant.

2. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui ont été consenties durant l'exercice clos le 31 mars 2020 à chacun de **ces mandataires**, à raison des mandats et fonctions qu'ils y exercent par les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

Néant.

3. Nombre et prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice clos le 31 mars 2020 par les **mandataires sociaux de la Société** en levant une ou plusieurs des options détenues sur la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce ou sur les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Néant.

4. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2020, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, **à chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux** dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :

Néant.

5. Nombre et prix des actions qui, durant l'exercice clos le 31 mars 2020, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la Société et les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, **par chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux** dont le nombre d'actions ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé :

Néant.

6. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2020, par la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, à l'ensemble des **salariés bénéficiaires** ainsi que le nombre de ceux-ci et la répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaires :

Néant.

-oOo-

Conformément à l'article L. 225-180 II du Code de commerce, nous vous indiquons également les options consenties, durant l'exercice clos le 31 mars 2020, par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement durant l'exercice clos le 31 mars 2020 par la Société :

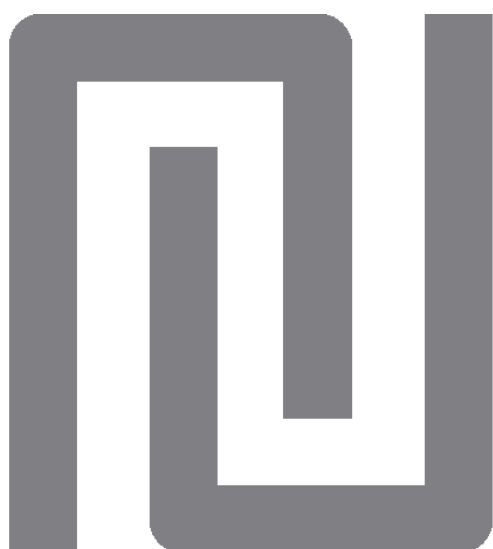
Néant.

-oOo-

Nous vous précisons en outre que qu'aucune option de souscription consentie par notre filiale TRONICS MEMS Inc. n'ont été exercées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

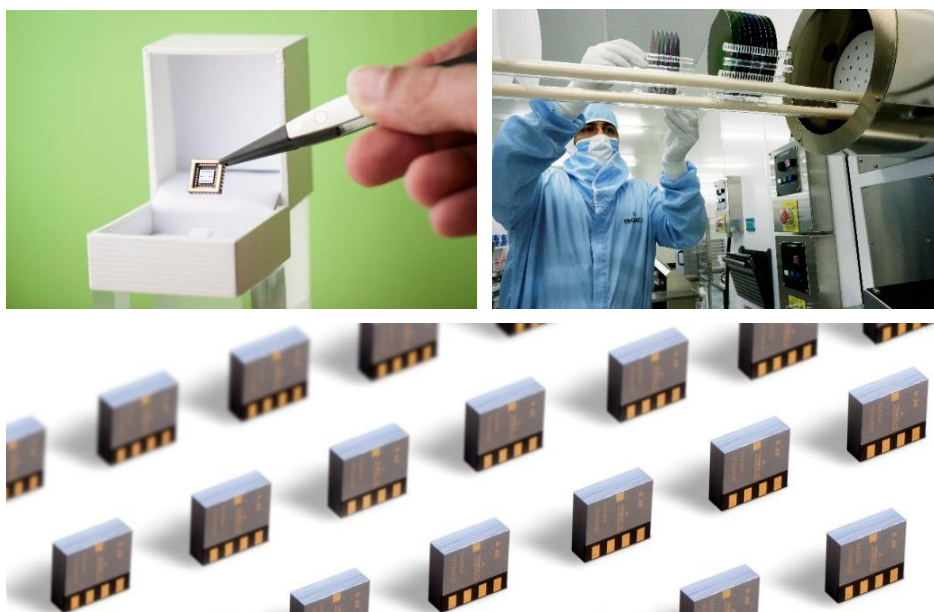
Pour le Directoire,
Le Président,

Julien BON.



Rapport financier annuel 2020

ENTREZ DANS LE MONDE DES NANO ET MICROSYSTEMES





RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2020

Société anonyme au capital de 3.685.608 euros
Siège social : 98 rue du pré de l'Horme 38926 Crolles, France
412 152 019 R.C.S Grenoble

**COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES IFRS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020**

Etat de la situation financière consolidé

ACTIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 mars 2020	31 mars 2019 (*)
Immobilisations incorporelles	7.1.1	717	776
Immobilisations corporelles	7.1.2	12 351	9 067
Autres actifs financiers	7.1.3	172	272
Autres actifs non courant	7.1.6	170	170
Créances d'impôts	7.1.6	1 509	1 172
Impôts différés			
Actifs non courants		14 918	11 457
Stocks et en-cours	7.1.4	4 207	3 045
Clients	7.1.5	1 548	1 726
Créances d'impôt	7.1.6		
Autres actifs courants	7.1.6	880	950
Trésorerie et équivalents trésorerie	7.1.7	6 471	1 540
Actifs courants		13 106	7 261
Total actif		28 024	18 718

PASSIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 mars 2020	31 mars 2019 (*)
Capital social	7.1.8	3 686	3 686
Primes liées au capital		16 674	16 674
Réserves		-29 280	-19 103
Résultat net		-8 808	-10 187
Total capitaux propres, part du groupe		-17 729	-8 930
Intérêts ne conférant pas le contrôle		-1 447	-1 140
Total Capitaux Propres		-19 176	-10 070
Passifs financiers	7.1.11	4 678	2 349
Provisions	7.1.10	120	130
Impôts différés	7.1.12	-0	
Passifs non courants		5 527	2 479
Passifs financiers	7.1.11	38 536	22 422
Provisions	7.1.9	3	334
Fournisseurs	7.1.13	1 506	1 181
Produits constatés d'avance	7.1.13	999	1 020
Autres passifs courants	7.1.13	1 358	1 352
Passifs courants		41 673	26 309
Total passif et capitaux propres		28 024	18 718

(*) Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 au 1er avril 2019. En raison de la méthode de transition choisie (rétrospective simplifiée), les données comparatives ne sont pas retraitées.

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€)	Notes	31 mars 2020	31 mars 2019 (*)
Chiffre d'affaires	7.2.1	6 204	6 581
Autres produits de l'activité	7.2.2	955	871
Produits des activités courantes		7 159	7 452
Achats consommés	7.2.3	-3 492	-3 551
Charges externes		-1 812	-3 007
Charges de personnel	7.2.4	-6 902	-7 883
Impôts et taxes		-242	-328
Dotations nettes aux amortissements		-2 408	-2 030
Dotations nettes aux provisions		334	-62
Autres produits courants	7.2.5	37	19
Autres charges courantes	7.2.5	-130	-22
Résultat opérationnel courant		-7 456	-9 413
Résultat opérationnel		-7 456	-9 413
Coût de l'endettement financier net	7.2.7	-1 091	-652
Autres produits et charges financières	7.2.7	-528	-646
Résultat avant impôt		-9 075	-10 711
Quote part sur résultat net des sociétés mises en équivalence			115
Impôts sur les bénéfices	7.2.8	-17	-26
Résultat Net		-9 092	-10 622
Part du groupe		-8 808	-10 187
Part ne conférant pas le contrôle		-284	-435
Résultat par action (€/action)	7.2.9	-2.47	-2.88
Résultat dilué par action (€/action)	7.2.9	-2.47	-2.88

Etat du résultat global consolidé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (K€)		31 mars 2020	31 mars 2019 (*)
Résultat Net		-9 092	-10 622
Éléments recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart de conversion		161	240
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart actuariel sur avantages accordés au personnel		26	0
Effet d'impôt		-7	6
Total des autres éléments du résultat global		180	246
Résultat global		-8 912	-10 376
Dont part revenant au groupe consolidé		-8 616	-9 941
Dont part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-296	-435

(*) Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 au 1er avril 2019. En raison de la méthode de transition choisie (rétrospective simplifiée), les données comparatives ne sont pas retraitées.

Variation des capitaux propres consolidés

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves groupe				Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
			Réserves de conversion	Autres éléments du résultat global	Autres réserves	Total			
Situation au 31 mars 2018 (*)	3 685	16 676	-4	55	-19 585	-19 534	829	-647	180
Résultat de la période					-10 187	-10 187	-10 187	-435	-10 622
Eléments recyclables ultérieurement en résultat, après impôts			240			240	240	-39	201
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat, après impôts				6		6	6		6
Résultat global	-	-	240	6	-10 187	-9 941	-9 941	-474	-10 415
Variation de périmètre					20	20	20	-20	-
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					190	190	190		190
Autres variations					-26	-26	-26		-26
Situation au 31 mars 2019 (*)	3 685	16 676	236	61	-29 587	-29 291	-8 928	-1 141	-10 070
Première application IFRS 16					-187	-187	-187		-187
Situation au 1er avril 2019 retraitée	3 685	16 676	236	61	-29 774	-29 477	-9 115	-1 141	-10 257
Résultat de la période					-8 808	-8 808	-8 808	-284	-9 092
Eléments recyclables ultérieurement en résultat, après impôts			173			173	173	-12	161
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat, après impôts				19		19	19		19
Résultat global	-	-	173	19	-8 808	-8 616	-8 616	-296	-8 912
Variation de périmètre					-	-	-		-
Autres variations					3	3	3	-10	-7
Situation au 31 mars 2020	3 685	16 676	409	80	-38 580	-38 090	-17 728	-1 447	-19 176

(*) Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 au 1er avril 2019. En raison de la méthode de transition choisie (rétrospective simplifiée), les données comparatives ne sont pas retraitées.

Tableau de flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019 (*)
Résultat net	-9 092	-10 622
Quote part dans résultat sociétés en équivalence	-	-115
Amortissements	2 408	1 731
Provisions	-513	481
Plus ou moins value de cession	72	4
Résultat financier	1 619	1 298
Impôt	17	28
Impôt payé	-17	-28
Variation du BFR	-911	-436
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-6 417	-7 659
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 448	-3 017
Frais de développement capitalisés	-191	-
Produits de Cessions d'immobilisations	37	19
Acquisition d'actifs financiers et contrat de liquidités	-1	-
Cession d'actifs financiers	102	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 500	-2 998
Emission d'emprunts	15 365	13 068
Remboursements d'emprunts	-1 576	-1 333
Intérêts payés	-734	-1 366
Intérêts reçus	25	139
Augmentation de capital	-	12
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	13 081	10 521
Incidence des variations de cours des devises	-233	-800
Variation de la trésorerie	4 931	-936
Trésorerie d'ouverture	1 540	2 476
Trésorerie de clôture	6 471	1 540

(*) Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 au 1er avril 2019. En raison de la méthode de transition choisie (rétrospective simplifiée), les données comparatives ne sont pas retraitées.

NOTES ANNEXES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés du groupe Tronic's Microsystems. Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 19 juin 2020 et seront présentés à l'Assemblée Générale du 29 septembre 2020.

Table des matières des annexes aux comptes consolidés établis en norme IFRS pour l'exercice clos le 31 Mars 2020

1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE	10
2. FAITS MARQUANTS.....	10
2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2020	10
2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	11
3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES	12
3.1 REFERENTIEL IFRS	12
3.2 RECOURS A DES ESTIMATIONS.....	15
3.3 PRINCIPES DE PRESENTATION.....	15
3.4 MODALITES DE CONSOLIDATION.....	16
4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	17
4.1 CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES	17
4.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT – TRAVAUX DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT REALISES EN INTERNE	17
4.3 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18
4.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18
4.5 CONTRATS DE LOCATION	19
4.6 PERTES DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES	20
4.7 ACTIFS FINANCIERS	21
4.8 STOCKS	22
4.9 CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS.....	22
4.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	23
4.11 PROVISIONS	23
4.12 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS.....	23
4.13 AVANTAGES DU PERSONNEL	24
4.14 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	24
4.15 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	25
4.16 AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE	26
4.17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	26
4.18 RESULTAT FINANCIER.....	26
4.19 IMPOT SUR LES RESULTATS	26
4.20 RESULTAT PAR ACTIONS	27
4.21 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	27
4.22 INFORMATION SECTORIELLE.....	28
4.23 EVALUATION DE LA JUSTE VALEUR.....	28
5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	29

6. INFORMATIONS SECTORIELLES	30
6.1 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL	30
6.2 INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (DESTINATION DES BIENS ET SERVICES VENDUS).....	30
<u>7. NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS</u>	<u>31</u>
7.1. NOTES SUR LE BILAN.....	31
7.2. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	42
8 ENGAGEMENTS FINANCIERS.....	49
<u>9 RISQUES</u>	<u>50</u>
9.1 RISQUE DE LIQUIDITE	50
9.2 RISQUE DE CREDIT	50
9.3 RISQUE DE CHANGE.....	51

1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

TRONIC'S MICROSYSTEMS est une société anonyme de droit français créée le 27 mai 1997. Son siège social est situé au 98, rue du Pré de L'Horme 38920 Crolles. TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales (ci-après « Le Groupe ») est une référence mondiale sur les marchés des MEMS (acronyme anglo-saxon pour Système Micro Electro Mécanique).

TRONIC'S MICROSYSTEMS est dirigée par Julien Bon, Président du Directoire et son Conseil de surveillance est présidé par Peter Balzer. La société est cotée sur le marché Euronext Growth Paris depuis le 13 Février 2015 et fait partie du groupe TDK depuis le 28 Décembre 2016.

Le groupe conçoit et fabrique ses composants et sous-systèmes dans le cadre d'opérations industrielles à la fois en Europe (Grenoble) et aux Etats-Unis (Dallas –TX). Depuis 21 ans, le groupe a développé des plateformes technologiques et des procédés industriels propriétaires et dispose aujourd'hui d'un des portefeuilles de technologies MEMS les plus variés au monde.

Ces produits, à forte valeur technologique, sont des dispositifs nano et microsystèmes qui assurent une fonction de capteur et/ou d'actionneur dans des applications très diverses.

La société compte des clients principalement dans le secteur industriel, l'aéronautique et la sécurité, les sciences de la vie, l'automobile, les objets connectés.

L'exercice fiscal en cours du Groupe va du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 et sera dénommé dans ce rapport « FY20 ».

2. FAITS MARQUANTS

2.1 Faits marquants de l'exercice clos le 31 mars 2020

Forte augmentation de l'activité manufacturing dans un contexte de forte demande de composants optiques et de produits inertiels haute performance

Sur l'année fiscale 2020 le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 6.2M EUR contre 6.6M EUR sur l'année fiscale précédente, soit une diminution de 6%, résultant principalement de la hausse des ventes de produits finis de 14 % et d'une diminution de l'activité d'engineering de 31%.

Les revenus liés aux activités manufacturing du Groupe s'élèvent à 4,2 M€, en augmentation de 14% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ce développement est en phase avec la stratégie de la Société d'accroissement constant de ses activités de production, qui comptent désormais pour 68% du revenu global de Tronics. Cette dynamique a été soutenue par la demande croissante pour les capteurs inertiels MEMS haute performance de Tronics ainsi que sur les BioMEMS, ces derniers étant fabriqués dans la filiale américaine du Groupe.

Les activités engineering, dédiées au développement et à l'industrialisation des futurs produits MEMS sur-mesure du Groupe, s'élèvent à 2,0 M€ pour l'année fiscale 2020 (contre 2,9 M€ sur l'année fiscale 2019).

Le chiffre d'affaires de la filiale américaine est en hausse, atteignant 0,9 M\$ contre 0,6 M\$ sur l'exercice précédent, confirmant ainsi la reprise progressive de l'unité de production à Dallas. La filiale américaine représente désormais 13% du chiffre d'affaires total du Groupe.

INFORMATIONS RELATIVES À LA CRISE COVID-19

Tronics a été impacté en mars 2020 par l'épidémie de Covid-19. La santé de ses collaborateurs étant sa priorité absolue, le site de Crolles a fermé pendant 14 jours afin de réorganiser ses activités et assurer un minimum de contacts entre les collaborateurs sur site.

L'activité à Crolles a redémarré le 2 avril 2020 à un rythme plus lent compte tenu de l'augmentation des mesures de protection sanitaire sur place afin de protéger les salariés. Les coûts fixes seront adaptés en conséquence, notamment à travers l'utilisation du chômage partiel. Les impacts pour le prochain exercice 2021 sont toujours en cours d'évaluation.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 mars 2020, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Financement par la société TDK Electronics AG

En date du 7 avril 2020, la société TDK Electronics AG, a accordé un nouveau prêt de 3 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA, à échéance au 7 Janvier 2021 en remplacement de deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun arrivant à échéance le 8 Avril 2020.

En date du 9 Avril 2020, la société TDK Electronics AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA jusqu'au 7 Janvier 2021.

3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers du Groupe ont été établis en Euros. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3.1 Référentiel IFRS

Les comptes ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne en vigueur au 31 mars 2020 et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne, intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des IFRS (IFRS Interpretations Committee – IFRIC).

Ces états financiers sont également conformes aux normes et interprétations adoptées par l'IASB à la même date.

Normes, amendement de normes et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 – Contrats de location
- IFRIC 23 – Incertitudes relatives aux traitements fiscaux
- Amendement à IAS 19 - Modifications des plans, réductions ou règlements
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2015-2017
- Amendement à IFRS 9 - Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative

L'application de ces nouveaux textes, hormis celle d'IFRS 16, n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Voir la page suivante pour la présentation des impacts de l'application de cette nouvelle norme.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union Européenne :

- Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - Réforme des taux d'intérêt de référence
- Amendement à IAS 1 et IAS 8 - modification de la définition du terme « significatif »
- Modifications des références au cadre conceptuel dans les normes

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes et interprétations.

Les normes, amendements et interprétations suivants, publiés par l'IASB, n'ont pas encore été endossés par l'Union Européenne :

- Amendements à IAS 1 "Présentation des états financiers" – Clarification des passifs comme courant ou non courant

Le processus de détermination des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables.

Transition en IFRS 16 :

Le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} avril 2019 et a choisi la méthode rétrospective simplifiée comme méthode de transition. En raison de cette méthode de transition, les données comparatives ne sont pas retraitées. L'effet cumulé de la première application d'IFRS 16 est imputé sur les réserves au 1^{er} avril 2019.

Selon la norme IFRS 16, les contrats de location sont à comptabiliser au bilan du preneur en constatant à l'actif un droit d'utilisation et au passif une dette au titre des obligations à payer les loyers.

Les contrats du Groupe entrant dans le champ d'application de cette norme portent sur des bâtiments et des locations de véhicules et autres équipements. A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer la mesure de simplification consistant à conserver les analyses passées pour l'identification des contrats de location et de n'appliquer IFRS 16 qu'aux contrats qualifiés précédemment de contrats de location. Les contrats qui n'avaient pas été identifiés en tant que contrats de location selon IAS 17 et IFRIC 4 n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle analyse pour déterminer s'ils contenaient des locations au sens d'IFRS 16.

La valeur du droit d'utilisation et de la dette de location est évaluée à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers.

Le Groupe a choisi, comme précisé dans la norme IFRS 16, d'appliquer les exemptions prévues pour les contrats de location d'une durée inférieure à 12 mois et pour les contrats portants sur des actifs sous-jacents de faible valeur (inférieure à 5 000 USD).

La durée d'amortissement retenue pour les droits d'utilisation est celle du contrat de location en tenant compte des périodes optionnelles qui seront probablement exercées.

Le Groupe a choisi d'appliquer des taux d'actualisation par ensemble de contrats ayant des caractéristiques communes. Ces taux sont :

- pour les bâtiments, de 1.267% pour le site en France et de 4.454% pour le site américain
- pour les équipements, de 0.687% pour ceux loués par la société française et de 2.4832% pour ceux de la société américaine.

Au 1^{er} avril 2019, les impacts de la première application d'IFRS 16 sont :

- 3 607 K€ de droits d'utilisation comptabilisés à l'actif, répartis entre 3 562K€ de bâtiments et 45 K€ d'équipements.
- 3 789 K€ de dettes de loyers enregistrées au passif, dont 504 K€ à moins d'un an.
- 187 K€ d'effet cumulé de la première application imputés sur les réserves du Groupe

Outre les impacts de la transition présentés ci-avant, les effets de l'application d'IFRS 16 sur les états financiers au 31 mars 2020 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (K€)	Valeur nette comptable des droits d'utilisation à la date de transition (1er avril 2019)	Effets de change sur les droits d'utilisation	Augmentation des droits d'utilisation	Amortissement des droits d'utilisation	Valeur nette comptable des droits d'utilisation au 31 mars 2020
Constructions	3 562	45		-551	3 055
Equipements	45		34	-26	53
Total contrats de location retraités selon IFRS 16	3 607	45	34	-578	3 108

DETTES FINANCIERES (K€)	Valeur nette comptable des dettes de loyers à la date de transition (1er avril 2019)	Effets de change sur les dettes de loyers	Augmentation des dettes de loyers	Amortissement des dettes de loyers	Valeur nette comptable des dettes de loyers au 31 mars 2020
Constructions	3 744	49		-496	3 297
Equipements	45		33	-26	52
Total contrats de location retraités selon IFRS 16	3 789	49	33	-523	3 349

COMPTE DE RESULTAT (K€)	Charge d'amortissement des droits d'utilisation	Charges d'intérêts relatives à la dette de loyers	Charges de loyers (comptes sociaux)
Constructions	548	103	-597
Equipements	26	1	-27
Total contrats de location retraités selon IFRS 16	574	104	-624

La charge relative aux contrats de location non retraités est de 46 K€ au 31 mars 2020.

Réconciliation entre les engagements hors bilan au 31 mars 2019 et les engagements locatifs IFRS 16 au 1^{er} avril 2019 (en K€) :

Engagements de location simple en tant que preneur au 31 mars 2019	2 784
<i>Différences dans les durées retenues liées aux options de résiliations et de prolongation dont l'exercice est raisonnablement certain</i>	1 459
Engagements locatifs non actualisés au titre d'IFRS 16 au 1er avril 2019	4 243
<i>Effets de l'actualisation</i>	-454
Engagements locatifs actualisés au titre d'IFRS 16 au 1er avril 2019	3 789

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur :

- l'estimation du chiffre d'affaires reconnu de façon continue (notes 4.15 et 7.2.1)
- l'évaluation de l'engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (notes 3.4.(d) et 7.1.11)
- les provisions (notes 4.11 et 7.1.9)
- les dépréciations des stocks (notes 4.8 et 7.1.4)

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont élaborées sur la base d'informations disponibles ou de situations existantes à la date d'arrêté des états financiers consolidés au 31 mars 2020. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes à cette date, notamment compte tenu du contexte actuel lié au COVID19 entraînant un certain degré d'incertitude sur le futur, les montants qui figureront dans les futurs états financiers de notre Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3.3 Principes de présentation

- Compte de résultat

En application de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe a opté pour une présentation de son compte de résultat consolidé par nature. Les autres éléments du résultat global sont présentés dans un tableau spécifique, après le résultat consolidé.

- Bilan

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs hors exploitation ayant une date de réalisation inférieure à un an, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers liés à l'exploitation sont des actifs courants. Les actifs d'impôts différés et les autres actifs sont des actifs non courants.

Les dettes liées au cycle d'exploitation normal du Groupe et les dettes échues dans les 12 mois suivants la clôture de l'exercice sont des passifs courants. Les passifs d'impôts différés et les autres passifs sont des passifs non courants.

3.4 Modalités de consolidation

(a) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les filiales sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels individuels, retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe. Elles clôturent toutes au 31 mars.

(b) Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans une coentreprise, c'est-à-dire un partenariat conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets du partenariat et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Ils sont comptabilisés initialement au coût qui inclut les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prennent fin.

(c) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

(d) Participations ne donnant pas le contrôle (NCI)

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraîne pas la perte de contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

(e) Engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle

Les obligations contractuelles de verser de la trésorerie ou d'autres actifs financiers pour acquérir des titres complémentaires dans les filiales donnent lieu à la comptabilisation d'une dette.

Les participations ne conférant pas le contrôle conservant l'accès présent aux bénéfices, ils ne sont pas décomptabilisés et la contrepartie de la dette se situe dans les réserves du groupe. Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de la dette en capitaux propres. Dans cette méthode, une part du résultat global est allouée aux participations ne conférant pas le contrôle.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par le Groupe sont détaillés dans les paragraphes suivants.

4.1 Conversion des éléments en devises

4.1.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est à dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale.

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

4.1.2 Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. A chaque arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture en vigueur à cette même date. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en compte de résultat.

Cependant, les écarts de change résultant de la conversion des passifs financiers désignés comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger dans la mesure où la couverture est efficace sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

4.1.3 Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie en hyperinflation, sont convertis en euro de la façon suivante :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période, qui est une estimation du cours de change en vigueur aux dates de transactions ;
- les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ; ils participent ultérieurement, le cas échéant, au calcul du résultat de cession de la ou des société(s) concernée(s) ;
- les éléments présentés dans le tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période, sauf si le taux en vigueur au jour de la transaction est significativement différent.

En 2019/2020, il n'y a pas dans le périmètre du Groupe de pays en hyperinflation.

4.2 Recherche et développement – Travaux de recherche et développement réalisés en interne

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- (a) Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) Intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) Capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
- (d) Démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) Disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) Capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Compte tenu de leur nature, ces frais sont inscrits dans les comptes consolidés sur la ligne « immobilisations incorporelles ».

Ces frais sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée (entre 1 et 5 ans).

Le Groupe a activé 191 K€ des frais de recherche à la clôture. Ces frais concernent exclusivement un projet de nouvel accéléromètre hautes performances qui réunit l'intégralité des critères listés ci-dessus.

Les autres travaux de recherche et développement réalisés en interne par la Société ne font l'objet d'aucune activation à la date de clôture, l'ensemble des critères mentionnés ci-dessus n'étant pas cumulativement réunis.

4.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeur cumulés. Il s'agit principalement de licence, de brevets et de logiciels acquis.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée d'utilité. Les durées les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 1 à 3 ans.
- Brevet : de 5 à 8 ans
- Licence : de 4 à 12 ans

4.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 15 ans
- Agencements du terrain, aménagements des constructions : de 8 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 3 à 10 ans

4.5 Contrats de location

Le Groupe ayant appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont toujours présentées conformément à IAS 17 et à IFRIC 4.

Principes applicables à compter du 1er avril 2019 (cf note 3.1 pour les impacts de la transition)

A la signature d'un contrat, le Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location. Un contrat qui constitue ou contient un contrat de location accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une rémunération. Pour évaluer si un contrat accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié, le Groupe se fonde sur la définition d'un contrat de location donnée par IFRS 16.

Ce principe s'applique aux contrats signés à partir du 1er avril 2019.

Conformément à IFRS 16, les contrats de location sont comptabilisés au bilan du preneur en constatant à l'actif un droit d'utilisation et au passif une dette au titre des obligations à payer les loyers.

Les contrats du Groupe entrant dans le champs d'application de cette norme portent sur des bâtiments et des locations de véhicules et autres équipements.

La valeur du droit d'utilisation et de la dette de location est évaluée à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers.

Le Groupe a choisi, comme précisé dans la norme IFRS 16, d'appliquer les exemptions prévues pour les contrats de location d'une durée inférieure à 12 mois et pour les contrats portants sur des actifs sous-jacents de faible valeur (inférieure à 5 000 USD).

La durée d'amortissement retenue pour les droits d'utilisation est celle du contrat de location en tenant compte des périodes optionnelles qui seront probablement exercées.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement se caractérisent par le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Pour ce type de contrat, le Groupe appliquait la norme IAS 17 – Contrats de location.

Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec enregistrement en contrepartie d'une dette financière au passif du bilan. Après comptabilisation initiale, les immobilisations ainsi comptabilisées à l'actif du bilan sont amorties selon les mêmes durées que les autres immobilisations de même catégorie et les paiements au titre de la dette de location financement comptabilisée au passif du bilan sont ventilés entre l'amortissement de la dette et la charge financière.

Contrats de location simple

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont comptabilisés en tant que contrats de location simples. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles et réparties de manière linéaire sur la durée du contrat.

4.6 Pertes de valeur des actifs immobilisés

Pertes de valeur sur les actifs incorporels et corporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs longs termes selon le processus suivant :

- Pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes, tel que par exemple un changement de technologie ou un arrêt d'activité.

Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable de l'unité, à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : la juste valeur diminuée du coût de cession, ou la valeur d'utilité. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, l'unité doit comptabiliser la perte de valeur.

4.7 Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Suite à la première application de la norme IFRS 9, les actifs financiers sont classés en trois catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- Actifs évalués au coût amorti ;
- Actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le classement des actifs financiers se fait généralement, selon IFRS 9, en fonction du modèle économique de détention de l'actif et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

	Classification selon IFRS 9
Dépôts et cautionnements	Actifs au coût amorti
Autres	Actifs au coût amorti
Clients et comptes rattachés	Actifs au coût amorti
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.

Un instrument financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

- Sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- Ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ces actifs sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les produits d'intérêts calculés au moyen de la méthode du taux effectif, les profits et pertes de change et les dépréciations sont comptabilisés en résultat. Les autres profits et pertes sont comptabilisés dans les autres éléments

du résultat global. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat.

Le terme « principal » désigne la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les intérêts désignent la contrepartie pour la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé au principal restant dû pour une période de temps donnée et les autres risques et frais qui se rattachent à un prêt de base ainsi que d'une marge.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Tous les achats et ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement.

Le Groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé à la clôture des deux exercices présentés.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

4.8 Stocks

Les stocks de matières et marchandises sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Le coût de production d'un composant est déterminé par la somme des coûts directs (wafer, sous-traitance, packaging ...) et des coûts indirects (excepté les frais administratifs et commerciaux).

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas, après revue par la direction financière, lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute.

4.9 Clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres débiteurs sont enregistrés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'émission des actifs financiers, qui correspond en général à leur valeur nominale. À chaque arrêté, les créances clients et autres actifs courants sont évalués au coût amorti déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard de différents critères tels que les difficultés financières, les litiges, ou les retards de paiement.

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont en euros. Les découverts bancaires figurent au passif courant des états de la situation financière, dans les emprunts et dettes financières à court terme. Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois à partir de la date d'acquisition sans possibilité de sortie anticipée sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'état des flux de trésorerie.

4.11 Provisions

En conformité avec IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en Provisions (non courantes).

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible et que l'impact est non significatif.

Le Groupe évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêté des comptes.

4.12 Emprunts et passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires, de la part capital des contrats de location, et d'instruments de dette.

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les passifs financiers au coût amorti : Les emprunts et autres passifs financiers (dont les dettes fournisseurs) sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle
- les passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat : Un passif financier est classé en tant que passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est détenu à des fins de transactions, qu'il s'agisse d'un dérivé ou qu'il soit désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur et les profits et pertes nets qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat.

Le Groupe a également un engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur (se référer à la note 3.4. (d)).

4.13 Avantages du personnel

Les régimes en matière d'avantages postérieurs à l'emploi concernent :

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légale et complémentaire) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par les salariés. L'obligation de l'entreprise est limitée au versement de cotisations, aucun passif n'est donc comptabilisé au bilan.

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des droits prévus par la convention collective que les salariés auront acquis au moment de leur départ à la retraite, ainsi que leur salaire de fin de carrière et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Le Groupe n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total.

Le coût des services rendus est présenté en résultat opérationnel, la charge d'intérêt en résultat financier. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global (OCI).

L'impact des changements de régime est constaté immédiatement en résultat. Aucun changement n'est intervenu sur les exercices présentés.

4.14 Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2, les avantages octroyés à certains salariés sous la forme de paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments accordés.

Cette rémunération prend la forme d'instruments réglés en actions.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés clés de la société.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions réglés en instruments de capitaux propres accordés aux membres du personnel est comptabilisée en charges, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

La Société a déterminé le montant de la rémunération liée à ces instruments en utilisant le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits), par tranches le cas échéant, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

4.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le groupe a principalement 2 sources de revenu, la vente de Mems et la ventes de services de développement, avec pour objectif à terme d'arriver à une phase de production et de commercialisation.

Conformément à IFRS 15, le Groupe comptabilise son chiffre d'affaires après avoir identifié les contrats conclus avec ses clients et les obligations de performance correspondantes, déterminé le prix de chacune de ces obligations de performance des contrats et évalué le transfert du contrôle des biens ou des services au client (continu ou à un moment donné).

Les critères et modalités de reconnaissance du revenu sont les suivants :

- les ventes de Mems sont enregistrées en résultat lors du transfert de contrôle d'un bien à son client conformément aux conditions de ventes précisées dans les contrats clients. Le produit est généralement comptabilisé au moment de la livraison des biens et de leur acceptation par le client dans ses locaux ou au moment où les biens quittent les entrepôts des entités de notre Groupe, en fonction de l'incoterm appliqué ;
- les ventes de services de développement sont comptabilisées au fur et à mesure, selon la méthode des coûts engagés. Le degré d'avancement est évalué par référence aux dépenses encourues rapportées à l'ensemble des coûts attendus à terminaison du projet. Les avances reçues sont incluses dans les passifs sur contrats. Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

4.16 Autres produits de l'activité

Les subventions publiques sont reconnues en résultat (en autres produits) au fur et à mesure des coûts engagés.

Les subventions publiques proviennent principalement d'organismes publics et parapublics français, et intègrent également le Crédit Impôt Recherche (CIR). Elles sont présentées sur la ligne « Autres produits de l'activité » du compte de résultat.

4.17 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments inhabituels, soit des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant que la société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ces éléments, lorsqu'ils sont significatifs, font l'objet d'une description en montant et en nature dans la note « Autres produits et charges opérationnels ».

4.18 Résultat financier

Le résultat financier incorpore d'une part le coût de l'endettement net composé essentiellement des charges financières de location de financement et les intérêts payés sur le financement du Groupe.

Les autres produits et charges financiers incluent les charges de désactualisation des provisions à long terme et notamment des provisions pour retraite ainsi que l'impact du change.

4.19 Impôt sur les résultats

La ligne « impôt sur les résultats » du compte de résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés des sociétés consolidées, lorsque les bases sont constatées en résultat. Le cas échéant, les effets impôt sur les éléments directement constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont également constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Impôts exigibles

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû aux autorités fiscales par chacune des sociétés consolidées dans les pays où elle exerce. La société a choisi de présenter la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en impôt sur le résultat, considérant que cette contribution est déterminée sur la base d'un agrégat du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux goodwill et aux participations dans des filiales, entreprises associées et partenariats dans la

mesure où le groupe est capable de contrôler la date de reversement des différences temporelles et il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les différences correspondent principalement à des retraitements de consolidation (locations, extournes des amortissements dérogatoires, élimination des résultats de cession internes, ...), ou à des réintégrations / déductions fiscales temporaires (provisions et charges non déductibles, participation des salarié, ...).

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Les résultats futurs sont pris en compte en fonction d'un horizon prévisible, au regard des prévisions disponibles. Le calcul effectué tient compte des dispositions fiscales applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement).

Il est fait masse, par entité fiscale, des impôts différés actifs et passifs en y incluant les actifs d'impôt différés afférant à des éventuels reports déficitaires.

4.20 Résultat par actions

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode dite du rachat d'actions. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

4.21 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte et présente de manière distincte les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Les activités opérationnelles correspondent aux principales activités génératrices de produits de l'entité et toutes les autres activités qui ne remplissent pas les critères d'investissement ou de financement. La Société a choisi de classer dans cette catégorie les subventions reçues. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont calculés en ajustant le résultat net des variations de besoin en fonds de roulement, des éléments sans effets de trésorerie (amortissement, dépréciation...), des gains sur cession, des autres produits et charges calculés.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent aux flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations, nettes des dettes fournisseurs sur immobilisations, aux cessions d'immobilisations et autres placements.

Les activités de financement sont les opérations qui résultent des changements dans l'importance et la composition du capital apporté et des emprunts de l'entité. Les augmentations de capital, obtention ou remboursement des emprunts sont classés dans cette catégorie.

Les augmentations des actifs et passifs sans effet sur la trésorerie sont éliminés. Ainsi, les biens financés par le biais d'un contrat de location ne sont pas inclus dans les investissements de la période. La diminution de la dette financière liée aux contrats de location est alors incluse dans les remboursements d'emprunts de la période.

4.22 Information sectorielle

Le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au directoire qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les performances du Groupe sont principalement suivies par le directoire à partir des performances des différentes entités juridiques qui ont donc pour la plupart été identifiées comme des secteurs opérationnels distincts. Sur cette base, le Groupe a identifié 2 secteurs à présenter, comme décrits ci-après, qui correspondent aux entités juridiques du Groupe. Ces entités juridiques du Groupe offrent des produits et des services similaires dans des zones géographiques distinctes.

Les entités juridiques de chacun des secteurs présentés du Groupe sont les suivantes :

- France
- Société américaine

4.23 Evaluation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées en trois niveaux en termes de hiérarchie, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix)
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Si les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif peuvent être classées à différents niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur, la juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est inchangé au 31 mars 2020 par rapport à la clôture de l'exercice précédent :

Au 31 mars 2020

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics Mems Inc	Etats Unis	93.19%	93.19%	FY2020	IG

Au 31 mars 2019

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics Mems Inc	Etats Unis	93.19%	93.19%	FY2019	IG

* Nomenclature des méthodes de consolidations : "IG" signifie Intégration Globale & "MEQ" mise en équivalence

6. INFORMATIONS SECTORIELLES

6.1 Informations par secteur opérationnel

Résultats (en K€)

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Chiffre d'affaires	5 378	826	6 204	6 069	512	6 581
Autres produits de l'activité	925	30	955	943	-72	871
Produits des activités courantes	6 303	856	7 159	7 012	439	7 452
Résultat opérationnel courant	-3 427	-4 029	-7 456	-3 073	-6 342	-9 413
Résultat opérationnel	-3 427	-4 029	-7 456	-3 073	-6 342	-9 413
Résultat avant impôt	-4 893	-4 182	-9 075	-4 324	-6 389	-10 711
Impôts sur les bénéfices	-28	11	-17	-27	1	-26
Quote part sur résultat net des sociétés		0		115	0	115
Résultat Net	-4 921	-4 171	-9 092	-4 236	-6 388	-10 622
Part du groupe	-4 921	-3 887	-8 808	-4 236	-5 953	-10 187
Part ne conférant pas le contrôle		-284	-284		-435	-435

Répartition des actifs et des passifs (en K€)

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Actifs non courants	6 681	8 238	14 918	5 034	6 423	11 457
Actifs courants	11 125	1 981	13 106	5 379	1 882	7 261
Total actif	17 805	10 218	28 024	10 412	8 305	18 718
Passifs non courants	3 718	1 809	5 527	2 479		2 479
Passif courants	39 353	2 320	41 673	23 484	2 825	26 309
Total passif	43 071	4 129	47 200	25 963	2 825	28 788
Effectifs moyens	84	17	101	81	25	106

6.2 Informations par zones géographiques (destination des biens et services vendus)

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 mars 2020		31 mars 2019	
France	3 677	59 %	4 072	62 %
Reste du monde	2 527	41 %	2 508	38 %
Chiffre d'affaires	6 204	100%	6 581	100%

7. NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS

7.1. Notes sur le bilan

7.1.1 Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES (K€)	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Immo. En cours	Total brut
Situation au 31 mars 2018	1 189	1 379	0	2 568
Augmentations de l'exercice		31		31
Variation du taux de change de clôture		20		20
Situation au 31 mars 2019	1 189	1 430	0	2 620
Augmentations de l'exercice		24	191	215
Diminutions de l'exercice		-5		-5
Variation du taux de change de clôture		6		6
Situation au 31 mars 2020	1 189	1 456	191	2 836

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total amortissements
Situation au 31 mars 2018	-516	-1 050		-1 566
Dotations de l'exercice	-184	-81		-265
Variation du taux de change de clôture		-12		-12
Situation au 31 mars 2019	-700	-1 143		-1 843
Dotations de l'exercice	-184	-93		-277
Reprises de l'exercice		5		5
Variation du taux de change de clôture		-3		-3
Situation au 31 mars 2020	-884	-1 235		-2 120

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total net
Au 31 mars 2019	489	287	0	776
Au 31 mars 2020	305	221	191	717

La société a acquis sur les périodes antérieures deux licences auprès du CEA. Les contrats de licences prévoient le versement de redevances en cas d'utilisation ou de sous-licence des technologies concernées sur la base du chiffre d'affaires généré.

La charge comptabilisée sur l'exercice clos le 31 mars 2020 au titre de ces redevances s'élève à 40K€ contre 29K€ sur l'exercice précédent.

Sur l'exercice FY20, un projet de recherche a rempli cumulativement les critères d'activation des frais de développement. Le montant total des dépenses activées sur l'exercice s'élève à 191K€. Ce projet n'est pas terminé au 31 mars 2020 et est présenté dans la colonne « immobilisations en cours » des tableaux ci-dessus.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 816 K€ pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et 1 558 K€ pour l'exercice précédent.

7.1.2 Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 mars 2018	36	19 578	2 157	320	22 092
Augmentations de l'exercice		2 253	184	275	2 712
Diminutions de l'exercice		-525	-1		-525
Transferts		141	214	-354	0
Variation du taux de change de clôture		437	50		487
Situation au 31 mars 2019	36	21 885	2 603	241	24 765
Transition IFRS 16	3 562		45		3 607
Augmentations de l'exercice		1 025	193	516	1 734
Diminutions de l'exercice		-102	-9	-45	-155
Transferts		-1 361	1 409	-48	
Variation du taux de change de clôture	45	165	21		230
Situation au 31 mars 2020	3 643	21 612	4 262	663	30 180

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissements
Situation au 31 mars 2018	-36	-13 029	-1 236	0	-14 302
Dotations de l'exercice		-1 261	-219		-1 480
Diminutions de l'exercice		140	1		140
Transfert					
Variation du taux de change de clôture		-54	-2		-57
Situation au 31 mars 2019	-36	-14 205	-1 457	0	-15 698
Transition IFRS 16					
Dotations de l'exercice	-551	-1 173	-421		-2 145
Diminutions de l'exercice		32	8		40
Transfert					
Variation du taux de change de clôture		-24	-3		-27
Situation au 31 mars 2020	-587	-15 369	-1 873		-17 829

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 mars 2019		7 680	1 146	241	9 067
Au 31 mars 2020	3 055	6 243	2 389	663	12 351

Les informations à fournir en annexe conformément à la norme IFRS 16 sont présentées dans la note 3.1. – Transition en IFRS 16.

L'augmentation des immobilisations corporelles est essentiellement liée à l'application d'IFRS 16.

Le détail des immobilisations détenues en location est le suivant :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES DETENUES EN LOCATION (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 mars 2019	0	9 196	0		9 196
Première application IFRS 16	3 562		45		3 607
Augmentations de l'exercice			34		34
Variation du taux de change de clôture	45				45
Situation au 31 mars 2020	3 607	9 196	79		12 882

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DETENUES EN LOCATION (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissement s
Situation au 31 mars 2019		-8 159			-8 159
Dotations de l'exercice	-551	-487	-26		-1 065
Situation au 31 mars 2020	-551	-8 646	-26		-9 224

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES DETENUES EN LOCATION (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 mars 2019		1 037			1 037
Au 31 mars 2020	3 055	550	53		3 658

7.1.3 Autres actifs financiers non courants

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Dépôts et cautionnements non courants	172	272
Valeurs brutes	172	272
Provisions pour dépréciations		
Valeurs nettes	172	272

Les prêts, cautionnements et autres créances – non courants regroupent essentiellement des dépôts de garantie versés par le groupe aux propriétaires des locaux et à BPI France Innovation dans le cadre d'un prêt pour l'innovation et d'un contrat de développement participatif.

7.1.4 Stocks et en-cours

STOCKS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Matières premières	3 442	2 822
Encours	863	333
Produits finis	142	111
Valeurs brutes	4 448	3 267
Provisions pour dépréciations	-241	-222
Valeurs nettes	4 207	3 045

7.1.5 Clients

CLIENTS (K€)	Valeur brute	Dont échu	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Valeur Nette
Situation au 31 mars 2020	1 767	518		-219	1 548
Situation au 31 mars 2019	2 124	709		-398	1 726

Solde des contrats

Le tableau ci-après fournit des informations concernant les créances clients, les actifs sur contrats et les passifs sur contrat issus des contrats avec des clients.

En milliers d'euros	Note	31 mars 2020	31 mars 2019
Créances incluses dans les créances clients		313	593
Actifs sur contrats		166	357
Passifs sur contrats (inclus dans les produits constatés d'avance)		294	644
Carnet de commande		592	2 060

Les actifs sur contrats concernant principalement les droits du Groupe à recevoir des paiements au titre de travaux achevés mais non facturés à la date d'arrêté des comptes, concernant des services de développement. Les actifs sur contrats passent dans les créances clients lorsque ces droits deviennent inconditionnels, c'est-à-dire, généralement, lorsque le Groupe émet une facture à l'intention du client.

Les passifs sur contrats concernant principalement les paiements d'avance reçus des clients pour les services de développement, dont le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure.

7.1.6 Créances d'impôt et autres actifs courants et non courant

CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Crédit d'impôt recherche	1 509	1 172
Crédit d'impôt compétitivité emploi	170	170
Valeurs brutes	1 678	1 342
Provisions pour dépréciations		
Valeurs nettes	1 678	1 342

CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Créances fiscales (TVA,...)	101	146
Subventions	543	513
Charges constatées d'avance	223	224
Débiteurs divers	13	67
Valeurs brutes	880	950
Provisions pour dépréciations		
Valeurs nettes	880	950

Echéancement (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Inférieur à un an	880	950
Compris entre un et cinq ans	1 678	1 342
Supérieur à cinq ans		
Valeurs nettes	2 559	2 292

7.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Comptes bancaires courants	6 471	1 540
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 471	1 540

7.1.8 Capital social

Au 31 mars 2020, le capital social de 3.685.608 € est composé de 3.685.608 actions entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire 1 euro se décomposant de la manière suivante :

CAPITAL SOCIAL (Nombre d'actions)	Actions ordinaires	Autres	Total
Situation au 31 mars 2019	3 685 608		3 685 608
Augmentations de l'exercice			
Diminutions de l'exercice			
Situation au 31 mars 2020	3 685 608		3 685 608

7.1.9 Provisions

PROVISIONS (K€)	Litiges	Mise en Equivalence	Perte à terminaison	Pensions et retraites	Autres	Total
Situation au 31 mars 2019		0	0	130	334	464
Dotation de l'exercice			3			3
Reprise de provision utilisée						
Reprise de provision non utilisée				-11	-342	-353
Variation de périmètre						
Ecart de conversion					8	8
Situation au 31 mars 2020			3	120		123
A moins d'un an au 31 mars 2020			3			3
A plus d'un an au 31 mars 2020				120		120

La société Tronics Mems avait comptabilisé une provision en 2016 relative à un potentiel litige avec l'ancien partenaire de production pour un montant de 375 000 \$ (334 K€ au 31 mars 2019). Ce litige n'ayant pas connu de nouveaux développements depuis la constatation de la provision, le Groupe a repris la provision au 31 mars 2020, estimant le risque éteint.

7.1.10 Retraite – Avantages dus au personnel

Les engagements du Groupe sont comptabilisés sous formes de provisions ou de cotisations versées dans ce cadre à des caisses de retraites indépendantes et à des organismes légaux chargés d'en assurer le service.

Le tableau comparatif des principales données actuarielles utilisées est présenté ci-dessous :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Age de départ	67 ans (C), 67 ans (NC)	67 ans (C), 67 ans (NC)
Taux d'actualisation	0.86%	1.83%
Taux de croissance de salaires	2% (C), 2% (NC)	2% (C), 2% (NC)
Taux de charges sociales	45% (C), 38% (NC)	47% (C), 45% (NC)
Table de mortalité	Insee F2012-2014	Insee F2011-2013
Taux de turnover	20 à 29 ans : 8% (C), 7% (NC)	20 à 29 ans : 7% (C), 8% (NC)
	30 à 39 ans : 11% (C), 8% (NC)	30 à 39 ans : 9% (C), 5% (NC)
	40 à 49 ans : 17% (C), 5% (NC)	40 à 49 ans : 15% (C), 1% (NC)
	50 à 59 ans : 15% (C), 1% (NC)	50 à 59 ans : 17% (C), 0% (NC)
	Plus de 60 ans : 15% (C), 01% (NC)	Plus de 60 ans : 17% (C), 0% (NC)

C : cadres, NC : non cadres

Les hypothèses de turnover sont calculées à partir de l'historique de la société. Au 31 mars 2020, ces hypothèses sont calculées sur les 9 dernières années et sur les 8 dernières années au 31 mars 2019.

Le tableau des mouvements de l'engagement de retraite entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020 est donné ci-après :

en k€	impact sur le résultat consolidé					impact autres éltés résultat global		
	1 avril 2019	coût service rendus	coût financier	indemnités versées	ss-total	écarts actuariels	autres	31 mars 2020
Engagement global	130	13	3	0	16	-26		120
Juste valeur du fonds	-				-			-
Engagement net	130	13	3	0	16	-26	0	120

Le groupe ne disposant pas d'actifs de couverture, l'intégralité de l'engagement exposé ci-dessus est inscrit au passif du Groupe.

La charge nette de l'exercice ayant un impact sur le résultat consolidé est donnée dans le tableau ci-dessous :

En k€	31 mars 2020	31 mars 2019
Coût des services rendus	13	11
Coût financier	3	3
Indemnités versées	0	0
Total	16	14

Une baisse d'un point du taux d'actualisation (-0.14% au lieu de 0.86%) a un impact de +15% sur le montant du passif au 31 mars 2020.

7.1.11 Passifs financiers

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (K€)	Situation au 31 mars 2019	Emissions	Remboursements	Effets de change	Transistion IFRS 16	Reclassements / autres	Situation au 31 mars 2020
Emprunts	964					-484	480
Avances conditionnées	1 169	81				23	1 272
Put sur minoritaire	162						162
Dettes financières en location	54	22		44	3 285	-642	2 763
Dettes financières non courantes	2 349	102		44	3 285	-1 103	4 678
Emprunts	22 174	20 588	-6 129	636		484	37 752
Interets	7	156	-29	-4		0	130
Avances conditionnées	37					-23	14
Dettes financières en location	205	116	-832	4	505	642	640
Dettes financières courantes	22 422	20 860	-6 990	636	505	1 103	38 536
Total	24 771	20 963	-6 990	680	3 791	0	43 214

Echéancement (K€)	Situation au 31 mars 2020
Inférieur à un an	38 536
Compris entre un et cinq ans	4 678
Supérieur à cinq ans	
Total	43 214

La colonne « reclassement » comporte essentiellement des reclassements entre « courant » et « non courant » ainsi que la variation de la juste valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle.

Tronics Microsystems a une obligation de rachat des participations ne conférant pas le contrôle de Tronics Mems dont elle est le principal actionnaire. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée : sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 mars 2020, en tenant compte d'un WACC à 14% et d'un taux de croissance à l'infini de 2,2% desquels l'endettement net de Tronics Mems a été déduit.

Compte tenu des perspectives futures de la filiale et de son niveau d'endettement actuel, l'engagement de rachat a été évalué comme égal à la valeur d'achat des actions par les actionnaires minoritaires majoré d'une prime de 10%.

Les contrats d'emprunts ne comportent pas de clauses de remboursement anticipé assis sur des ratios financiers (covenants). Les principaux termes et conditions de ces emprunts sont les suivants :

En milliers d'euros	Société	Devise	Taux d'intérêt nominal	Valeur nominale en devise	Année d'échéance	31 mars 2020	31 mars 2019
						Valeur comptable (euros)	Valeur comptable (euros)
Prêt bancaire	Tronic's Microsystems SA	EUR	1.50%	1 500	2020	103	411
Prêt bancaire	Tronic's Microsystems SA	EUR	2.86%	700	2021	140	280
Prêt bancaire	Tronic's Microsystems SA	EUR	1.95%	1 200	2023	720	960
Prêt TDK Electronics AG	Tronic's Microsystems SA	EUR	0.55%	3 500	2020 / 2021	10 400	1 900
Prêt TDK Electronics AG	Tronic's Microsystems SA	USD	entre 0.55% et 3.4%	19 900	2020 / 2021	24 690	17 401
Prêt TDK Electronics AG	Tronic's MEMS	USD	3.98%	2 000	2021	1 825	1 780
Avance conditionnées	Tronic's Microsystems SA	EUR	3.22%	220	2027	220	220
Avance conditionnées	Tronic's Microsystems SA	EUR	9.98%	846	2029	846	846
Total des passifs portant des intérêts						38 944	23 798

Les avances conditionnées correspondent aux aides versées par Bpifrance Financement dans le cadre des projets « SCP TIME » et « NEXT4MEMS ». Ces avances sont comptabilisées au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'échéancement des contrats de location est le suivant :

Echéancement (K€)	Situation au 31 mars 2020
Inférieur à un an	640
Compris entre un et cinq ans	2 763
Supérieur à cinq ans	
Total	3 403

7.1.12 Impôts différés passifs

IMPÔTS DIFFERES NON COURANTS (K€)	Différences temporaires	Reports déficitaires	Autres	Total
Situation au 31 mars 2019	-258	258	-	-
Incidence résultat	118	-125		-7
Variations de périmètre				-
Ecart de conversion				-
Incidence OCI	7			7
Situation au 31 mars 2020	-133	133	-	-

Au 31 mars 2020, le groupe a maintenu des impôts différés actifs sur les déficits de l'entité française à hauteur des différences temporaires taxables.

Les déficits fiscaux de TRONICS S.A. n'ont pas été activés en l'absence de visibilité quant à leur imputation intégrale sur des résultats futurs. Les déficits fiscaux de la filiale américaine n'ont pas non plus été activés compte tenu des pertes historiques et en l'absence de visibilité quant à leur imputation sur des résultats futurs.

Le montant des déficits fiscaux non activés s'élève en base à

- 31.8 m€ au 31 mars 2020 et 27.5 m€ au 31 mars 2019 pour l'entité française
- 27.2 m€ (29.9 m\$) au 31 mars 2020 et 22.5 m€ (25.3 m\$) au 31 mars 2019 pour l'entité américaine

7.1.13 Fournisseurs, produits constatés d'avance et autres passifs

FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Dettes fournisseurs	1 234	1 119
Fournisseurs d'immobilisations	271	61
Avances reçues sur commandes	65	17
Dettes sociales	1 134	1 131
Dettes fiscales	121	165
Subventions	38	40
Autres créiteurs		-0
Produits constatés d'avance	999	1 020
TOTAL	3 863	3 553

Echéancement (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Inférieur à un an	3 863	3 553
Compris entre un et cinq ans		
Supérieur à cinq ans		
TOTAL	3 863	3 553

7.1.14 Instruments financiers

En K€	Catégories	31 mars 2020		31 mars 2019	
		Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs					
Autres actifs financiers non courants	A	1 851	1 851	1 614	1 614
Clients et autres débiteurs	A	1 548	1 548	1 726	1 726
Autres actifs courants	A	880	880	950	950
Trésorerie et équivalent de trésorerie	A	6 471	6 471	1 540	1 540
Total		10 750	10 750	5 830	5 830
Passif					
Passifs financiers (part à plus et à moins d'un an)	B	43 052	43 052	24 608	24 608
Engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle	C	162	162	162	162
Fournisseurs et autres créditeurs	B	2 505	2 505	2 201	2 201
Autres passifs courants	B	1 358	1 358	1 352	1 352
Total		47 077	47 077	28 324	28 324

A - Actifs au coût amorti

B - Passifs évalués au coût amorti

C - Passifs en juste valeur par les capitaux propres

L'ensemble des actifs et des passifs sont des actifs et passifs évalués au coût amorti à l'exception de la trésorerie et de la dette relative à l'engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur.

7.2. Notes sur le compte de résultat

7.2.1 Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 mars 2020		31 mars 2019	
Ventes de services	2 014	32 %	2 909	44 %
Ventes de produits finis	4 190	68 %	3 672	56 %
Chiffre d'affaires	6 204	100%	6 581	100%

7.2.2 Autres produits de l'activité

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE (K€)	31 mars 2020		31 mars 2019	
Crédit Impôt Recherche	336	35 %	502	58 %
CICE		0	62	7 %
Subventions	89	9 %	314	36 %
Variations de stocks de produits finis	528	55 %	-13	-1 %
Produits divers de gestion courante	0	0 %	3	0 %
Autres produits	1	0 %	4	0 %
Autres produits de l'activité	955	100 %	871	100 %

Les subventions se ventilent comme suit :

SUBVENTIONS (K€)	Montant total de la subvention	31 mars 2020				31 mars 2019			
		Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture	Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture
Projet SCP Time	203	-	100%	-		40	100%	-	
Projet MF Manufacturing	103	-	100%	-		66	100%	-1	
Projet Trace	808	-	100%	5	0	-	99%	136	16
Projet Stars	886	-	99%	-	21	-	99%	-	21
Next4Mems	1 192	-	78%	78	571	-	72%	170	744
Projet Hiperion	168	168	35%	7	434	-	32%	3	460
Projet Cocasse	299	-	7%	-	1 115	-	7%	6	1 115
Subventions	3 658	168	5	89	2 141	107	5	314	2 357

7.2.3 Achats consommés

ACHATS CONSOMMES (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Achats de matières premières	-3 372	-2 825
Variations stocks de matières premières	664	236
Achats d'études et prestations de services	-419	-619
Achats non stockés de matières premières et fournitures	-365	-343
Achats consommés	-3 492	-3 551

7.2.4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel se ventilent comme suit :

CHARGES DE PERSONNEL (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Rémunération du personnel	-4 894	-5 933
Charges sociales	-1 994	-1 939
Dotation nette pour engagement de retraite	-13	-11
Charges de personnel	-6 902	-7 883

EFFECTIFS MOYENS	31 mars 2020	31 mars 2019
Direction	3	3
Ingénieurs	60	65
Techniciens & Opérateurs	38	38
Effectifs moyens	101	106

Paielements fondés sur des actions (IFRS 2)

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants, à certains salariés clés, ainsi qu'aux membres du Directoire sous forme de Stock Options (« Options »), Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») et de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »). Les options attribuées aux Etats-Unis permettent de souscrire à des actions de TRONICS MEMS.

	Etats-Unis			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	21-mai-12	31-janv-13	01-août-13	01-janv-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870
Vesting	20-mai-16	30-janv-17	31-juil-17	31-déc-17
Durée de validité	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Nombre de bons en circulation au 31 mars 2019	25 000 options	70 000 options	0 option	60 000 options
Nombre de bons en circulation au 31 mars 2020	25 000 options	70 000 options	0 option	60 000 options

Il n'y a pas eu de mouvement sur les bons en circulation au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Pour rappel, il n'existe plus de bons de souscription chez Tronic's Microsystems SA depuis l'exercice clos le 31 mars 2018.

7.2.5 Autres produits et charges opérationnels courants

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Plus values sur éléments d'actifs cédés	37	19
Autres produits		1
Autres produits opérationnels	37	19
Moins values sur éléments d'actifs cédés	-130	-22
Autres charges opérationnelles		
Autres charges opérationnelles	-130	-22

7.2.6 Autres produits et charges opérationnels non courants

Néant

7.2.7 Résultat financier

RESULTAT FINANCIER (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Produits sur cession de VMP	75	15
Produits financiers	75	15
Coût de l'endettement financier net	-1 091	-652
Autres charges financières	-602	-661
Charges financières	-1 693	-1 313
Résultat financier	-1 619	-1 298

Les informations à fournir en annexe conformément à la norme IFRS 16 sont présentées dans la note 3.1. – Transition en IFRS 16.

7.2.8 Impôts sur les résultats

CHARGES D'IMPÔT (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Impôts exigibles	-	2
Impôts différés	-	-
CVAE	-17	-28
Charge d'impôt	-17	-26

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat consolidé et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

PREUVE D'IMPÔT (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Résultat net	-9 092	-10 622
Impôts sur les bénéfices	-17	-26
Résultat avant impôt	-9 075	-10 596
Taux d'impôt théorique	28.00%	28.00%
Charge (= -) ou Produit (= +) d'impôt théorique	2 541	2 967
Déficit de l'exercice non activé	-2 078	-2 431
Impact des différences de taux	-293	-447
Utilisation de déficits antérieurs		
Impact du changement de taux d'IS sur les ID	19	-115
Crédit impôt recherche & CICE	94	158
QP MEE	-	32
Retraitements sans impact ID	-323	-206
Différences permanentes	-	39
Impôts non basés sur le résultat	-17	-26
Autres	39	3
Charge nette d'impôt	-17	-26

7.2.9 Résultat par action

RESULTAT PAR ACTION (€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère (en K€)	-9 092	-10 622
Nombres d'actions en circulation	3 685 608	3 685 608
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 685 608	3 685 608
Nombre de bons attribués non encore exercés	-	-
Résultat en euros par action	-2.47	-2.88
Résultat dilué en euros par action	-2.47	-2.88
Résultat dilué en euros par action	-2.47	-2.88

7.2.10 Information relative aux parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement à TRONICS, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans TRONICS.

Ces transactions sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2020 est la suivante par nature et par partie liée :

- Entre TDK, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS, prêts et facturation d'intérêts
- Entre THALES, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de THALES,
- Entre IXBLUE, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de IXBLUE.

COMPTE DE RESULTATS (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Chiffre d'affaires (Thales)	497	664
Chiffre d'affaires (TDK)	66	10
Chiffre d'affaires (iXblue)	123	168
Autres achats et charges externes (Thalès)	-	53
Autres achats et charges externes (TDK)	-55	-31
Interets (TDK)	-865	-525
Total	-234	339

BILAN (K€)	31 mars 2020	31 mars 2019
Créances clients (Thales)	137	261
Créances clients (TDK)	12	75
Emprunts (TDK)	-35 495	-21 426
Dettes fournisseurs (TDK)	0	-11

7.2.11 Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée par TRONICS aux membres du Directoire.

Ces montants n'intègrent pas de rémunération différée ou tout autre engagement de rémunération.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€)	Total au 31 mars 2020	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)	Total au 31 mars 2019	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)
Stéphane Renard	-	-	-	23 000	23 000	-
Antoine Filipe	102 927	102 927	-	100 374	100 374	-
Julien Bon	108 572	108 572	-	127 168	127 168	-
Rémunération des dirigeants	211 499	211 499	-	250 543	250 543	-

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, participation, et avantages en nature dues au titre de l'exercice.

(2) Ce montant correspond à la charge annuelle IFRS2 liée aux attributions de bons de souscription d'options (stock-options).

Julien Bon a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour la durée du mandat du directoire restant à couvrir, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020 et renouvelable dont les spécificités en matière de rupture sont les suivantes :

- Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Julien Bon percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à cinq (5) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.
- Indemnités relatives à une clause de non concurrence : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Julien Bon, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.
- Mutuelle.

En cas d'absence pour maladie ou accident du travail, le Groupe s'est engagé par un avenant au contrat de management à maintenir les appointements à taux plein pendant les 6 premiers mois et à taux réduit les mois suivants.

7.2.12 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (En K€)	31 Mars 2020	31 Mars 2019
Honoraires relatifs à la certification des comptes	44	65
Honoraires relatifs aux diligences directement liées	8	2
Honoraires des commissaires aux comptes	52	67

8 ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS FINANCIERS (En K€)	Note	31 mars 2020	31 mars 2019
Engagements donnés			
Clause de retour à meilleure fortune	[A]	568	568
Nantissements du fonds de commerce	[B]	1 500	1 500
Autres		31	45
Engagements donnés		2 099	2 113
Engagements reçus			
Engagements reçus		-	-
Engagements nets		2 099	2 113
Valeur des immobilisations données en garanties			

[A] Le projet CAPAM, dont l'échec a été constaté en 2013, bénéficiait d'une avance conditionnée de la part de la BPI. En conséquence du constat d'échec, le Groupe n'a pas à rembourser cette avance. Cet abandon est néanmoins accompagné d'une clause de retour à meilleure fortune valable jusqu'en 2022 dans l'hypothèse où le groupe réaliserait des ventes de produits sous-jacents. A ce jour, cet engagement constitue uniquement un passif éventuel et aucune dette n'est constatée à ce titre, le groupe estimant qu'aucune vente éligible ne sera réalisée.

[B] Dans le cadre d'un emprunt souscrit en Juillet 2015 auprès d'une banque pour un montant nominal de 1 500 K€ la société a consenti à la banque un nantissement de la valeur de son fonds de commerce à hauteur du nominal de cet emprunt (1 500 K€). Ce nantissement cours jusqu'au remboursement total de l'emprunt soit juillet 2020.

9 RISQUES

9.1 Risque de liquidité

A l'origine, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement de créances de Crédit Impôt Recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage, ...). Depuis la prise de contrôle par TDK Electronics AG, elle est financée par des avances et prêts à court terme de son actionnaire majoritaire

La dette financière du Groupe à moins d'un an s'élève à 38 536 K€, principalement composée des prêts de son actionnaire majoritaire. Le Groupe n'est pas en mesure de rembourser cette dette à échéance mais n'anticipe cependant pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 11 mars 2020 par laquelle il s'engage, tant que la Société reste au sein du groupe TDK, à la soutenir financièrement soit en étendant les échéances des prêts en cours, en accordant de nouveaux prêts ou par voie d'augmentation de capital. Le soutien du groupe TDK s'est déjà concrétisé postérieurement à la clôture sur l'exercice (cf. note 2.2)

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

9.2 Risque de crédit

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

9.3 Risque de change

Le Groupe effectue notamment des transactions en dollar américain (USD) via la filiale aux Etats-Unis et des prêts de l'actionnaire majoritaire. La position nette de change du groupe sur les devises au 31 mars 2020 s'établit de la façon suivante :

Au 31 mars 2020 (en milliers d'euros)	Actifs (a)	Passifs (b)	Engagements en devises (c)	Position nette avant couverture (d) = (a) - (b) +/- (c)	Instruments financiers de couverture (e)	Position nette après couverture (f) = (d) - (e)
USD	2 656	27 492		-24 836		-24 836
Total	2 656	27 492	-	-24 836	-	-24 836

Sur la base des comptes consolidés du groupe au 31 mars 2020 une variation de 10% l'euro face au dollar américain entraînerait les conséquences suivantes sur le résultat avant impôts et sur les capitaux propres avant impôts du groupe :

Au 31 mars 2020 (en milliers d'euros)	Impacts sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôt	
	Hausse de 10%	Baisse de 10%	Hausse de 10%	Baisse de 10%
Impacts de la consolidation de Tronics MEMS	421	-514	-408	499
Impacts de la position USD bilancielle nette	2 061	-2 519	2 061	-2 519
Total	2 481	-3 033	1 652	-2 020

La sensibilité du groupe au risque de change provient principalement de la consolidation de la filiale américaine et des emprunts libellés en dollars américain réalisés par le Groupe auprès de TDK Electronics AG.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2020
Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Ce rapport contient 48 pages
Référence : L203-50



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2020

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Tronic's Microsystems S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le directoire le 19 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 « Référentiel IFRS » de l'annexe aux comptes consolidés, qui expose le changement de méthode comptable lié à la première application, au 1^{er} avril 2019, de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Continuité d'exploitation

La note 9.1 « Risque de liquidité » des notes annexes aux comptes consolidés fait état de la dette financière du groupe à moins d'un an s'élevant à M€.38,5 et de l'absence de risque de liquidité à cet égard et au cours des 12 prochains mois, compte tenu notamment de la lettre de soutien reçue de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, actionnaire majoritaire de la société, en date du 11 mars 2020.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation du groupe au regard de son risque de liquidité et de sa continuité d'exploitation.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La note 4.15 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment en ce qui concerne les contrats à long terme pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire arrêté le 19 juin 2020.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lyon, le 16 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

TRONIC'S MICROSYSTEMS SA

COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2020

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/03/2020 12			Exercice N-1 31/03/2019 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	1 222 766	1 042 691	180 075	221 045	40 970	18.53
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	36 300	36 300				
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	6 554 015	5 515 420	1 038 596	1 143 234	104 639	9.15
	Autres immobilisations corporelles	1 925 915	1 473 924	451 991	439 432	12 559	2.86
	Immobilisations en cours	599 604		599 604	173 984	425 620	244.63
	Avances et acomptes	63 767		63 767	67 020	3 254	4.85
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	5 096 831	5 096 831				
	Créances rattachées à des participations	24 138 027	12 394 506	11 743 522	11 170 747	572 775	5.13
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	152 670		152 670	151 716	954	0.63
	Total II	39 789 896	25 559 672	14 230 224	13 367 178	863 045	6.46
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	2 740 205	175 630	2 564 575	1 948 959	615 616	31.59
	En-cours de production de biens	725 620	8 096	717 524	252 959	464 565	183.65
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis	142 251		142 251	110 763	31 488	28.43
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	1 335 529		1 335 529	1 542 366	206 837	13.41
	Autres créances	2 940 898		2 940 898	2 815 466	125 432	4.46
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	5 607 498		5 607 498	687 101	4 920 397	716.11
	Charges constatées d'avance (3)	103 833		103 833	133 955	30 122	22.49
	Total III	13 595 833	183 726	13 412 107	7 491 568	5 920 539	79.03
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)	1 382 654		1 382 654	791 404	591 250	74.71
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		54 768 383	25 743 398	29 024 985	21 650 150	7 374 835	34.06

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

0

2 139 156

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/03/2020 12	Exercice N-1 31/03/2019 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 3 685 608)	3 685 608	3 685 608		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	16 593 602	16 593 602		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	42 888	42 888		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	58 832	58 832		
	Report à nouveau	26 501 336	12 372 419	14 128 917	114.20
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	8 655 131	14 128 917	5 473 786	38.74
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	14 775 537	6 120 406	8 655 131	141.41
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées	1 065 669	1 065 669		
	Total II	1 065 669	1 065 669		
PROVISIONS	Provisions pour risques	1 386 098	791 404	594 694	75.14
	Provisions pour charges	119 720	130 414	10 694	8.20
	Total III	1 505 818	921 818	584 000	63.35
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	36 330 639	21 358 023	14 972 616	70.10
	Concours bancaires courants				
	Emprunts et dettes financières diverses	356 575	150 080	206 495	137.59
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 028 312	683 542	344 770	50.44
	Dettes fiscales et sociales	1 073 218	1 106 407	33 189	3.00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	271 257	61 211	210 046	343.15
	Autres dettes	65 458	16 500	48 958	296.72
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)	1 540 686	1 672 459	131 773	7.88
	Total IV	40 666 145	25 048 222	15 617 923	62.35
	Ecarts de conversion passif (V)	562 890	734 847	171 957	23.40
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	29 024 985	21 650 150	7 374 835	34.06

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

39 446 823

23 534 251

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/03/2020 12			Exercice N-1 31/03/2019 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens	2 512 984	1 171 136	3 684 121	3 379 091		305 030	9.03
Production vendue de services	1 164 356	555 856	1 720 212	2 782 610		1 062 399	38.18
Chiffre d'affaires NET	3 677 340	1 726 992	5 404 332	6 161 701		757 368	12.29
Production stockée			498 434	59 740		438 694	734.34
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			89 500	314 320		224 820	71.53
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			112 859	192 364		79 504	41.33
Autres produits			239	2 616		2 377	90.87
Total des Produits d'exploitation (I)			6 105 364	6 730 740		625 376	9.29
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 408 535	1 967 108		441 426	22.44
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			644 158	236 377		407 782	172.51
Autres achats et charges externes *			2 701 080	2 807 255		106 175	3.78
Impôts, taxes et versements assimilés			163 809	197 278		33 469	16.97
Salaires et traitements			3 654 053	3 629 517		24 536	0.68
Charges sociales			1 456 064	1 459 608		3 544	0.24
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			476 777	467 647		9 131	1.95
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			30 923	84 930		54 007	63.59
Dotations aux provisions			3 444			3 444	
Autres charges			102 145	29 432		72 712	247.05
Total des Charges d'exploitation (II)			10 352 672	10 406 399		53 727	0.52
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			4 247 307	3 675 659		571 649	15.55
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/03/2020 12	31/03/2019 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	753 148	431 133	322 014	74.69
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	791 404	643 672	147 732	22.95
Différences positives de change	10 740	15 332	4 592	29.95
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	14 728	15 033	305	2.03
Total V	1 570 020	1 105 170	464 850	42.06
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 382 654	11 391 404	6 008 750	52.75
Intérêts et charges assimilées (4)	901 166	580 942	320 224	55.12
Différences négatives de change	10 724	10 362	362	3.50
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	6 294 544	11 982 708	5 688 164	47.47
2. Résultat financier (V-VI)	4 724 524	10 877 538	6 153 014	56.57
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	8 971 832	14 553 197	5 581 365	38.35
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	37 076	6 000	31 076	517.93
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	10 694		10 694	
Total VII	47 770	6 000	41 770	696.16
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 152		7 152	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	60 412	65 322	4 910	7.52
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		19 517	19 517	100.00
Total VIII	67 564	84 839	17 275	20.36
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	19 794	78 839	59 045	74.89
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	336 495	503 119	166 624	33.12
Total des produits (I+III+V+VII)	7 723 154	7 841 910	118 756	1.51
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	16 378 285	21 970 826	5 592 542	25.45
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	8 655 131	14 128 917	5 473 786	38.74

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées

207 163 457 604
753 148 431 133

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 29 024 984.81 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 5 404 332.39 Euros et dégageant un déficit de 8 655 131.08- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/04/2019 au 31/03/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Forte augmentation de l'activité manufacturing dans un contexte de forte demande de composants optiques et de produits inertiels haute performance

Sur l'année fiscale 2020 la société Tronic's Microsystems SA a réalisé un chiffre d'affaires de 5,4M EUR contre 6,1M EUR sur l'année fiscale précédente, soit une diminution de 11%, résultat principalement de la hausse des ventes de produits finis de 9 % et d'une diminution de l'activité d'engineering de 37%.

Ce développement est en phase avec la stratégie de la Société d'accroissement constant de ses activités de production, qui comptent désormais pour 69% du revenu global de Tronics Microsystems SA. Cette dynamique a été soutenue par la demande croissante pour les capteurs inertiels MEMS haute performance de Tronics.

Les activités engineering, dédiées au développement et à l'industrialisation des futurs produits MEMS sur-mesure, s'élèvent à 1,7 M€ pour l'année fiscale 2020 (contre 2,7 M€ sur l'année fiscale 2019).

Dépréciation des titres et des créances rattachées à Tronics Mems

Compte tenu des difficultés rencontrées par notre filiale américaine Tronics Mems et des prêts additionnels consentis sur l'exercice, une dépréciation complémentaire des titres et créances rattachées à cette participation a été constatée pour 4M€.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Tronics a été impacté en mars 2020 par l'épidémie de Covid-19. La santé de ses collaborateurs étant sa priorité absolue, le site de Crolles a fermé pendant 14 jours afin de réorganiser ses activités et assurer un minimum de contacts entre les collaborateurs sur site.

Tronics a alors eu recours au chômage partiel pour une partie de son personnel pendant cette période de fermeture du site.

L'activité à Crolles a redémarré le 2 avril 2020 à un rythme plus lent compte tenu de l'augmentation des mesures de protection sanitaire sur place afin de protéger les salariés. Les coûts fixes ont été adaptés en conséquence, notamment à travers l'utilisation du chômage partiel. Les impacts pour le prochain exercice 2021 sont toujours en cours d'évaluation.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 31 mars 2020, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Financement par la société TDK Electronics AG

En date du 7 avril 2020, la société TDK Electronics AG, a accordé un nouveau prêt de 3 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA, à échéance au 7 Janvier 2021 en remplacement de deux prêts de 1.5 millions de dollars américains chacun arrivant à échéance le 8 Avril 2020.

En date du 9 Avril 2020, la société TDK Electronics AG, a repoussé l'échéance d'un prêt de 1.5 millions de dollars américains à la société Tronics Microsystems SA jusqu'au 7 Janvier 2021.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Informations générales complémentaires

Prise en compte du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires "Production" est comptabilisé à la livraison des produits.

Le chiffre d'affaires "Services" correspond à des projets de développement de nouveaux produits pour des applications spécifiques de nos clients. Ce chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement.

Aides à l'innovation :

La société contracte régulièrement des programmes de recherche avec différents partenaires (laboratoires, industriels, ...) soutenus par des financements publics (ministère de la recherche, BPIFrance, Région Auvergne Rhone alpes, Le Grésivaudan)

Les recettes liées à ces projets sont enregistrées en subventions d'exploitation et sont reconnues en fonction de leur avancement.

Financement de la société :

A l'origine, la société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement du Crédit Impôt recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage...) Depuis la prise de contrôle par la société TDK Electronics AG, Tronic's Microsystems SA est financée par des avances et prêts à court terme de son actionnaire majoritaire.

La dette financière de la société à moins d'un an s'élève à 35 Millions d'Euros, principalement composée des prêts de son actionnaire majoritaire. La société n'est pas en mesure de rembourser cette dette à échéance mais n'anticipe cependant pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 11 mars 2020 par laquelle il s'engage, tant que la Société reste au sein du groupe TDK, à la soutenir financièrement soit en étendant les échéances des prêts en cours, en accordant de nouveaux prêts ou par voie d'augmentation de capital.

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL		24 487
Terrains	36 300		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales agencements aménagements des constructions			
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 424 480		176 489
Installations générales agencements aménagements divers	1 135 559		20 736
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	640 903		137 498
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	173 984		515 706
Avances et acomptes	65 657		
TOTAL	8 476 883		850 429
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	24 662 084		4 572 774
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	151 716		954
TOTAL	24 813 800		4 573 728
TOTAL GENERAL	34 493 603		5 448 644

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	4 640	1 222 766	1 222 766
Terrains			36 300	36 300
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales agencements aménagements constr.				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		46 954	6 554 015	6 554 015
Installations générales agencements aménagements divers		3 300	1 152 995	1 152 995
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		5 481	772 920	772 920
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	47 046	43 040	599 604	599 604
Avances et acomptes		1 890	63 767	63 767
TOTAL	47 046	100 665	9 179 601	9 179 601
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations			29 234 858	29 234 858
Autres titres immobilisés				
Prêts, autres immobilisations financières			152 670	152 670
TOTAL			29 387 528	29 387 528
TOTAL GENERAL	47 046	105 305	39 789 895	39 789 895

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	981 875	65 456	4 640	1 042 691
Terrains	36 300			36 300
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales agencements aménagements constr.				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	5 281 244	266 624	32 450	5 515 418
Installations générales agencements aménagements divers	853 020	74 875	3 300	924 595
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	484 008	69 823	4 503	549 328
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	6 654 572	411 321	40 253	7 025 640
TOTAL GENERAL	7 636 447	476 777	44 893	8 068 331

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL					
Autres immob.incorporelles TOTAL	65 456				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal.générales agenc.aménag.constr.					
Instal.techniques matériel outillage indus.	266 624				
Instal.générales agenc.aménag.divers	74 875				
Matériel de transport					
Matériel de bureau informatique mobilier	69 823				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	411 321				
TOTAL GENERAL	476 777				

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme		3 444			3 444
Amendes et pénalités					
Pertes de change	791 404	1 382 654	791 404		1 382 654
Pensions et obligations similaires	130 414		10 694		119 720
Impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	921 818	1 386 098	802 098		1 505 818

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation	5 096 831				5 096 831
Sur autres immobilisations financières	8 394 506	4 000 000			12 394 506
Sur stocks et en cours	152 803	30 923			183 726
Sur comptes clients	62 341		62 341		
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL	13 706 481	4 030 923	62 341		17 675 063
TOTAL GENERAL	14 628 299	5 417 021	864 439		19 180 881

Dont dotations et reprises					
d'exploitation		34 367	62 341		
financières		5 382 654	791 404		
exceptionnelles			10 694		

Le risque de change de 1 383k€ au 31.03.20 correspond à l'exposition de tronic's Microsystems au dollar américain pour le support financier apporté à sa filiale américaine.

Les titres de participation avec la filiale Tronics MEMS sont déjà dépréciés en totalité à l'ouverture de l'exercice.

Les prêts accordés à la filiale tronics MEMS ont été dépréciés sur cet exercice comptable de 4 000k€.

L'évaluation des titres Tronics MEMS et les créances rattachées s'est faite notamment sur la base d'une projection des flux futurs de trésorerie de l'entité, actualisée à un taux WACC estimée de 14%. Si ce taux WACC venait à varier de + ou - 0.5 %, le montant de la provision augmenterait ou diminuerait de + ou - 1 million d'euros.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	24 138 027	0	24 138 027
Prêts			
Autres immobilisations financières	152 670	0	152 670
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 335 529	1 335 529	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	1 508 726		1 508 726
Taxe sur la valeur ajoutée	137 269	137 269	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers état et autres collectivités publiques	1 273 805	643 375	630 430
Groupe et associés	4 371	4 371	
Débiteurs divers	16 727	16 727	
Charges constatées d'avance	103 833	103 833	
TOTAL	28 670 956	2 241 103	26 429 853
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	4 040 227		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	999	999		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	963 536	483 536	480 000	
Emprunts et dettes financières divers	35 722 679	35 495 028	227 651	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 028 312	1 028 312		
Personnel et comptes rattachés	534 051	534 051		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	434 961	434 961		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	45 721	45 721		
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et assimilés	58 485	58 485		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	271 257	271 257		
Groupe et associés				
Autres dettes	65 458	65 458		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 540 686	1 029 015	511 671	
TOTAL	40 666 145	39 446 823	1 219 322	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 091 822			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 431 485			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.				

Les emprunts et dettes financières divers concernent les prêts contractés auprès de la maison mère.

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

[illegible]

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Frais de recherche appliquée et de développement

(PCG Art. 831-2/2.1)

Les frais de recherche et développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Le montant des charges directes de recherche et développement sur cet exercice fiscal s'élève à 1 007 k€ contre 1 558 k€ (N-1).

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciels	511 787	33.33
Brevet ABSYS	150 000	12.50
Brevet THALES (60 980 + 100 000)	160 980	8.33
Licence CEA	400 000	8.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencement du terrain	Linéaire	10 ans
Matériels en Salle	Linéaire	7 et 15 ans
Equipements de test	Linéaire	8 ans
Salle blanche	Linéaire	10 ans
Aménagement des constructions	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

La valeur actuelle est appréciée à partir de plusieurs critères incluant les perspectives de rentabilité future des filiales concernées et leur situation nette à la clôture de l'exercice concerné.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Opérations à long terme

Les opérations à long terme ont été évaluées en tenant compte de l'avancement des travaux et en excluant les frais financiers."

Les pertes potentielles sur les contrats à long terme déficitaires ont été provisionnées pour leur totalité.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

(PCG Art. 420-7 et 420-8)

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	207 081
Autres créances	1 285 805
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	1 492 886

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

	Montant
Créances clients et comptes rattachés : factures à établir sur créances clients	207 081
Autres créances :	
Subventions à recevoir	1 094 305
CICE 2018 & 2019 a recevoir	169 667
Avoir à recevoir sur facture fournisseur	12 000
Etat, Produit à recevoir	9 833
Total	1 492 886

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	999
Emprunts et dettes financières diverses	356 575
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	276 021
Dettes fiscales et sociales	813 893
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	37 073
Autres dettes	65 458
Total	1 550 019

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Détail des charges à payer

	Montant
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit et financiers :	
intérêts courus sur emprunts bancaires	999
intérêts courus sur avances remboursables	227 651
intérêts courus sur emprunts intragroupe	128 924
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	
provision pour achats et services	276 021
Dettes fiscales et sociales :	
provision congés à payer et autres rémunérations	534 051
provision charges / congés à payer et autres rémunérations	235 994
provision taxes à payer	43 848
Dettes sur immobilisations :	
facture non parvenue sur immobilisation	37 073
Autres dettes :	
avoirs à établir sur créances clients	65 458
Total	1 550 019

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	103 833
Total	103 833
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 540 686
Total	1 540 686

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Contrats de maintenance salle blanche	22 375		
Contrats de maintenance informatique	26 241		
Assurances	32 174		
Honoraires	7 537		
Publicités	2 250		
Cotisations	13 256		
Total	103 833		

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

(Code du Commerce Art. R 123-189)

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Projets clients	995 610		
Projets de coopération	545 076		
Total	1 540 686		

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

(PCG Art. 946-66 et 947-76)

Nature des écarts	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Immobilisations financières				407 835
Créances				153 953
Dettes financières	1 381 571		1 381 571	
Dettes d'exploitation	1 083		1 083	1 102
Total	1 382 654		1 382 654	562 890

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Créances rattachées à des participations	11 743 522		
Autres créances	4 371		

Sur cet exercice comptable, Tronic's Microsystems a consenti un total de 4500 k\$ de prêts en compte courant à sa filiale Tronics MEMS.

La valeur brute des prêts consentis et intérêts dus à Tronics MEMS s'élève alors au 31.03.2020

à 27 318 k\$ soit 24 138k€.

Une dépréciation des prêts a été effectuée par voie de provision pour un montant cumulé de 12 394 k€ au 31.03.2020.

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	6 120 406-
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	6 120 406-
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	6 120 406-
Variation en cours d'exercice	
Autres variations	8 655 131-
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	14 775 537-
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	8 655 131-
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	8 655 131-

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Production vendue de biens :	3 684 120
Production de services :	1 720 212
Total	5 404 332

Répartition par secteur géographique	Montant
France	3 677 340
Livraisons intracommunautaires	491 718
Export	1 235 274
Total	5 404 332

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Aucun membre du conseil de surveillance n'a touché de rémunération au titre de leur mandat.

La rémunération des dirigeants s'élève à un montant de 217 k€ pour l' exercice comptable.

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	46
Employés	14
Ouvriers	24
Total	84

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	6 294 544	1 570 020
Dont entreprises liées	4 794 786	753 148

Charges et produits d'exploitations concernant les entreprises liées :

- Charges d'exploitation : 10 352 672 euros

Dont entreprises liées : 33 015 euros

- Produits d'exploitation : 6 105 364 euros

Dont entreprises liées : 53 633 euros

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 51 736 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 46 k€

- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 5 k€

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		3 368 573
Crédit Bail (cf tableau page suivante)	57 860	
Intérêts restants dus sur emprunts	349 474	
Clause de retour à meilleure fortune suite à l'abandon de créance sur une avance remboursable CAPAM/OSEO jusqu'au 03/12/2022	568 239	
Bail commercial	862 000	
Nantissement sur Emprunt BRA	1 500 000	
CPro location photocopieurs	31 000	
Total (1)		3 368 573

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			2 399 094	17 187	2 416 281
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			870 394	17 187	887 581
- dotations de l'exercice			218 414		218 414
Total			1 088 808	17 187	1 105 995
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			2 286 522	17 541	2 304 063
- exercice			207 163		207 163
Total			2 493 684	17 541	2 511 225
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			53 678		53 678
Total			53 678		53 678
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			4 182		4 182
Total			4 182		4 182

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	5 470
60 à 64 ans	1 à 5 ans	17 651
55 à 59 ans	6 à 10 ans	15 730
45 à 54 ans	11 à 20 ans	73 028
35 à 44 ans	21 à 30 ans	5 289
moins de 35 ans	plus de 30 ans	2 552
Engagement total		119 720

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- revalorisation annuelle des salaires de 2.0 %
- turn over entre 1 et 17 %
- taux d'actualisation de 0.86 %
- taux de charges sociales de 45 % (cadres) et 38 % (non cadres)
- table de survie INSEE F2011-2013

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IFRS / IAS19 et à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire des droits à prestations.

L'entreprise affecte ces droits à prestations en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations du régime.

	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			119 720
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour			

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- indemnités fin de carrière Solde N	29 930
Autres :	
- effort construction	3 946
- ECP	140 723
- Intérêts courus sur avances remboursables	19 393
Total des allègements	193 992

Taux d'imposition :

Le taux d'imposition calculé pour les allègements d'impôts est de 25 %.
(taux attendu d' IS à long terme en France)

Crédits d'impôts :

Sur cet exercice comptable, il a été constaté un crédit d'impôt :
- le crédit d'impôt recherche pour 336 k€.

Déficits reportables :

Le total des déficits reportables de Tronics était de 28 563 200 euros au 31/03/2019.
Au 31/03/2020, le total des déficits reportables de Tronics s'élève désormais à 33 660 068 euros.

Dossier N° TRONIC en Euros

TRONICS MICROSYSTEMS

Page : 36

[illegible]

Dossier N° TRONIC en Euros.

TRONICS MICROSYSTEMS

Page : 37

[illegible]

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

Page : 38

[illegible]

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Opérations faites en commun

(PCG Art. 831-2/13)

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Produit de cession des actifs cédés	37 076	77520000
- Reprise / provision engagement retraite	10 694	78750000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
Total	47 770	
Charges exceptionnelles		
- Valeur nette comptable des actifs cédés	60 412	67520000
- Charges sur exercices antérieurs	7 152	67200000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
Total	67 564	

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Refacturation de formation professionnelle	22 496
Refacturation de frais divers	24 287
Avantages en nature	3 736
Total	50 519

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

(PCG Art. 831-2/20)

N/A

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Charges et produits sur exercices antérieurs

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Charges		
- Demande de rembst d'une taxe refusée	7 152	67200000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
Total	7 152	

ANNEXE

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

Participation des salariés

Aucune provision pour participation aux résultats n'a été comptabilisée au 31.03.2020.

Le 16/06/2020
BON Julien Président du Directoire

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	3 496 005	3 499 004	3 685 608	3 685 608	3 685 608
Nbre des actions ordinaires existantes	3 496 005	3 499 004	3 685 608	3 685 608	3 685 608
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription	189 603	186 604			
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 983 161	4 212 427	6 445 937	6 161 701	5 404 332
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 477 474-	5 121 832-	4 945 970-	3 441 867-	3 962 266-
Impôts sur les bénéfices	1 112 322-	825 623-	666 207-	503 119-	336 495-
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 868 817-	4 867 620-	5 378 454-	14 128 917-	8 655 131-
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.68-	1.23-	1.16-	0.80-	0.98-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.82-	1.39-	1.46-	3.83-	2.35-
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	71	72	75	81	84
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 479 714	3 703 127	4 705 437	3 629 517	3 654 053
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 504 021	1 597 470	1 973 018	1 521 186	1 456 064

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N 31/03/2020 12		% CA	Exercice N-1 31/03/2019 12		% CA	Ecart N / N-1	
							Euros	%
Ventes marchandises + Production	5 902 766		100.00	6 221 440		100.00	318 674	5.12
+ Ventes de marchandises								
- Coût d'achat des marchandises vendues								
Marge commerciale								
+ Production vendue	5 404 332		91.56	6 161 701		99.04	757 368	12.29
+ Production stockée ou déstockage	498 434		8.44	59 740		0.96	438 694	734.34
+ Production immobilisée								
Production de l'exercice	5 902 766		100.00	6 221 440		100.00	318 674	5.12
- Matières premières, approvisionnements consommés	1 764 376		29.89	1 730 732		27.82	33 645	1.94
- Sous traitance directe	394 346		6.68	506 163		8.14	111 818	22.09
Marge brute de production	3 744 044		63.43	3 984 545		64.05	240 501	6.04
Marge brute globale	3 744 044		63.43	3 984 545		64.05	240 501	6.04
- Autres achats + charges externes	2 306 734		39.08	2 301 091		36.99	5 643	0.25
Valeur ajoutée	1 437 310		24.35	1 683 454		27.06	246 144	14.62
+ Subventions d'exploitation	89 500		1.52	314 320		5.05	224 820	71.53
- Impôts, taxes et versements assimilés	163 809		2.78	197 278		3.17	33 469	16.97
- Salaires du personnel	3 654 053		61.90	3 629 517		58.34	24 536	0.68
- Charges sociales du personnel	1 456 064		24.67	1 459 608		23.46	3 544	0.24
Excédent brut d'exploitation	3 747 117		63.48	3 288 629		52.86	458 488	13.94
+ Autres produits de gestion courante	239			2 616		0.04	2 377	90.87
- Autres charges de gestion courante	102 145		1.73	29 432		0.47	72 712	247.05
+ Reprises amortissements provisions, transferts de charges	112 859		1.91	192 364		3.09	79 504	41.33
- Dotations aux amortissements	476 777		8.08	467 647		7.52	9 131	1.95
- Dotations aux provisions	34 367		0.58	84 930		1.37	50 563	59.53
Résultat d'exploitation	4 247 308		71.95	3 675 659		59.08	571 649	15.55
+ Quotes parts de résultat sur opérations en commun								
+ Produits financiers	1 570 020		26.60	1 105 170		17.76	464 850	42.06
- Charges financières	6 294 544		106.64	11 982 708		192.60	5 688 164	47.47
Résultat courant	8 971 832		151.99	14 553 197		233.92	5 581 365	38.35
+ Produits exceptionnels	47 770		0.81	6 000		0.10	41 770	696.16
- Charges exceptionnelles	67 564		1.14	84 839		1.36	17 275	20.36
Résultat exceptionnel	19 794		0.34	78 839		1.27	59 045	74.89
- Impôt sur les bénéfices	336 495		5.70	503 119		8.09	166 624	33.12
- Participation des salariés								
Résultat NET	8 655 131		146.63	14 128 917		227.10	5 473 786	38.74



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020
Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Ce rapport contient 50 pages
Référence : L203-48

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Tronic's Microsystems S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le directoire le 19 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Continuité d'exploitation

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe fait état de la dette financière de la société à moins d'un an s'élevant à M€.35 et de l'absence de risque de liquidité à cet égard et au cours des 12 prochains mois, compte tenu notamment de la lettre de soutien reçue de TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG, actionnaire majoritaire de la société, en date du 11 mars 2020.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de son risque de liquidité et de sa continuité d'exploitation.

Titres de participations et créances rattachées à des participations

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2020 s'établit à €.0, et les créances rattachées à des participations dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2020 s'établit à M€.11,7 sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Titres immobilisés », « Créances immobilisées », « Etat des provisions » et « Eléments relevant de plusieurs postes au bilan » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la société, à revoir les calculs effectués et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La note « Règles et méthodes comptables - Informations générales complémentaires » de l'annexe des comptes expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire arrêté le 19 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
16 juillet 2020

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 16 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

*Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les
conventions réglementées*

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31
mars 2020

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles

Ce rapport contient 10 pages

Référence : L203-49



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Horme - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020

A l'assemblée générale de la société Tronic's Microsystems S.A.,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Prêts et avenants aux prêts accordés par TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Des prêts successifs ont été accordés par la TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems.

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
16 juillet 2020

- Modalités :

Type	Montant	Date de signature	Durée	Échéance	Taux d'intérêt	Date d'autorisation par le Conseil de Surveillance
Prêt	1 500 000 €	28/06/2019	12 mois	02/07/2020	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%)	18/06/2019
Prêt	1 500 000 \$	28/06/2019	12 mois	02/07/2020	taux fixe de 2.82813 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	18/06/2019
Prêt	3 500 000 \$	10/10/2019	12 mois	15/10/2020	taux fixe de 2.546 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	30/09/2019
Prêt	2 000 000 €	21/11/2019	12 mois	25/11/2020	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%)	30/09/2019
Prêt	3 200 000 \$	03/01/2020	12 mois	07/01/2021	taux fixe de 2.61413 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	11/12/2019
Prêt	3 000 000 €	12/03/2020	10 mois	07/01/2021	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 10 mois + 0.55%)	11/12/2019

Le montant comptabilisé au titre des intérêts liés à ces nouveaux prêts s'élève à la somme de 92.993 euros au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020.

TDK Electronics AG et la société ont par ailleurs signé plusieurs avenants visant à proroger le terme et revoir les modalités de plusieurs prêts octroyés lors des exercices précédents et qui avaient fait l'objet de conventions approuvées par l'assemblée générale. Les principaux termes de ces avenants sont présentés ci-dessous.

Type	Montant	Date de signature	Durée	Échéance	Taux d'intérêt	Date d'autorisation par le Conseil de Surveillance
Avenant	1 200 000 \$	08/07/2019	12 mois	10/07/2020	taux fixe de 2.91150 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	18/06/2019
Avenant	2 000 000 \$	28/08/2019	12 mois	28/08/2020	taux fixe de 2.59938 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	18/06/2019
Avenant	1 800 000 \$	01/10/2019	12 mois	01/10/2020	taux fixe de 2.69325 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	30/09/2019
Avenant	2 700 000 \$	16/10/2019	12 mois	15/10/2020	taux fixe de 2.62313 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	30/09/2019
Avenant	1 500 000 \$	18/12/2019	12 mois	18/12/2020	taux fixe de 2.61963 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	11/12/2019
Avenant	1 300 000 €	03/01/2020	12 mois	07/01/2021	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%)	11/12/2019
Avenant	1 200 000 \$	14/02/2020	12 mois	18/02/2021	taux fixe de 2.44838 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	11/12/2019
Avenant	450 000 \$	12/03/2020	10 mois	07/01/2021	taux fixe de 1.47154 % (taux USD LIBOR à 10 mois + 0.65%)	11/12/2019
Avenant	600 000 €	12/03/2020	12 mois	07/01/2021	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 10 mois + 0.55%)	11/12/2019

- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts et avenants aux prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs, ainsi qu'au financement de sa filiale américaine Tronic's MEMS.

Avenant à la convention d'avances de trésorerie conclue entre la Société et sa filiale américaine Tronics Mems Inc. en date du 18 mars 2020.

- Personne concernée : M. Julien BON étant, au jour de la signature desdits avenants, membre et président du directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet : Modification du plafond et de la date d'échéance de mise à disposition par la Société d'une ligne de crédit envers sa filiale en vue de faire face à d'éventuels besoins de trésorerie occasionnels.
- Modalités : Augmentation du plafond de 6.000.000 US dollars, pour atteindre un maximum de 32.000.000 US dollars, moyennant des intérêts basés sur l'indice Euribor 3 mois + 1,5 % actualisé annuellement au 15 janvier. Le montant comptabilisé au titre des intérêts liés à cette convention d'avances de trésorerie et de ses avenants s'élève à la somme de 753.148 euros au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020.
- Intérêt pour la société : L'augmentation du plafond vise à répondre au plan de développement de la Société et de sa filiale et aux besoins de trésorerie corrélatifs.

Cet avenant a été autorisé par le conseil de surveillance du 17 mars 2020.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 225-90 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Prêts accordés par TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Des prêts ont été accordés par la TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems.

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
16 juillet 2020

- Modalités :

Type	Montant	Date de signature	Durée	Échéance	Taux d'intérêt
Prêt	2 000 000 €	29/08/2019	12 mois	02/09/2020	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%)
Prêt	1 500 000 \$	12/03/2020	10 mois	07/01/2021	taux fixe de 1.40246 % (taux USD LIBOR à 10 mois + 0.65%)

Le montant comptabilisé au titre des intérêts liés à ces prêts s'élève à la somme de 28.578 euros au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020.

- Intérêt pour la société : la conclusion des contrats de prêt susvisés est dictée par le plan de développement de la Société et ses besoins de trésorerie corrélatifs.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : les différents prêts accordés par TDK Electronics AG à la Société sont consentis au regard des besoins de trésorerie de la Société ou du financement de sa filiale américaine Tronic's MEMS. Il n'a pas été possible de réunir le conseil préalablement à la mise en place de ces prêts.

Avenant au contrat de management avec le président du directoire

- Personne concernée : M. Julien BON
- Nature et objet : après la nomination de M. Julien BON au poste de président du directoire, la société a conclu avec lui un contrat de management ayant pour objet de définir les modalités d'exercice du mandat de président du directoire et notamment la direction opérationnelle de la société.
- Modalité : Ce contrat a été conclu pour la durée du mandat du directoire restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue courant 2019 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019. Un avenant a été conclu en date du 30 septembre 2019 prorogeant la durée dudit contrat de management pour la durée renouvelée du mandat de président du directoire de M. Julien BON.
- Intérêt pour la société : Désireuse de sécuriser son développement technique et commercial, la société a conclu avec M. Julien BON un avenant au contrat de management.
- Circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie : Omission.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Accord de distribution entre TDK Corporation et Tronic's Microsystems S.A. entré en vigueur le 1^{er} avril 2019

- Personne concernée : TDK Corporation détenant 100 % du capital social de TDK Electronics AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Accord de coopération entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 conclu entre TDK Corporation et Tronic's Microsystems S.A.
- Modalités : Aucun impact sur l'exercice clos le 31 mars 2020.
- Intérêts pour la société : Ce contrat prolonge les relations commerciales actuelles entre TDK Corporation et la Société, et sécurise les termes de ces relations, qui portent sur la distribution des capteurs inertiels de Tronics par TDK Corporation.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020.

Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007 conclu entre la Société et Thales Avionics.
- Modalités : L'ensemble des commandes passées par Thales Avionics au titre de l'accord de coopération objet de l'avenant sur l'exercice clos le 31 mars 2020 s'élève à 100.000 EUR.
- Intérêts pour la société : Ce contrat prolonge les relations commerciales actuelles entre Thales Avionics et la Société, et sécurise les termes de ces relations, qui portent sur des projets technologiques innovants.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020.

Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire conclu entre Thales Avionics et la Société
- Modalités : Cette convention n'a donné lieu à aucune facturation au titre de l'exercice 2020.
- Intérêt pour la société : Ce contrat renouvelle la concession par Thales Avionics à la Société d'une licence personnelle relative à l'exploitation par la Société de certains brevets et sécurise les termes de cette concession, permettant la réalisation de produits innovants.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020.

Pacte d'actionnaires

- Personne concernée : Thales Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin et TDK Electronics AG représenté par M. Peter Balzer.

- Nature, objet et modalités: Conclusion d'un pacte d'actionnaires le 29 décembre 2016 relatif à Tronic's Microsystems, entre Thales Avionics S.A.S et TDK Electronics AG, anciennement EPCOS AG.
- Intérêt pour la société : Le pacte d'actionnaires conclu entre les parties organise les droits et obligations des actionnaires de Tronic's Microsystems.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020.

Contrat et avenants au contrat de management avec le président du directoire

- Personne concernée : M. Julien Bon
- Nature et objet : après la nomination de M. Julien Bon au poste de président du directoire, la société a conclu avec lui un contrat de management ayant pour objet de définir les modalités d'exercice du mandat de président du directoire et notamment la direction opérationnelle de la société.

Ce contrat a été conclu pour la durée du mandat du Directoire restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenu courant 2019 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 31 mars 2019.

- Modalités :
 - o Contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 24 août 2017 (et un premier avenant en date du 15 décembre 2017 autorisé par le conseil de surveillance du 22 novembre 2017 ainsi qu'un second avenant en date du 6 novembre 2019 autorisé par le conseil de surveillance du 30 septembre 2019) ; étant précisé qu'un avenant supplémentaire a été conclu en date du 30 septembre 2019 prorogeant la durée dudit contrat de management pour la durée renouvelée du mandat de Président du Directoire de M. Julien Bon (cet avenant n'ayant pas été préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance).
 - o Le conseil de surveillance a fixé la rémunération de M. Julien Bon dans le cadre de son contrat de management encadrant l'exercice du mandat de président du directoire au titre de l'exercice 2020 à la somme annuelle de 100.291 € brute (8.357,58 € brut mensuel), rémunération variable plafonnée à 12.000 € brute et 3 736 € au titre d'une garantie sociale des dirigeants d'entreprise.
 - o Il a été versé au titre de l'exercice 31/03/2020, une rémunération fixe de 99.963 €, une rémunération exceptionnelle de 7.680 € (prime d'objectifs) et des avantages en nature pour 3.736 €.
- Intérêt pour la société : Désireuse de sécuriser son développement technique et commercial, la société a conclu avec M. Julien Bon un contrat de management.

Contrats de location de matériels et équipements avec la filiale Tronics Mems Inc.

- Personne concernée : M. Julien BON, membre et président du directoire de la Société et membre et président du board of directors de la filiale américaine Tronics Mems Inc.
- Nature et objet: Conclusion de divers contrats de location de matériel tels que détaillés ci-dessous.
- Modalités : Le solde total du compte de loyers dus par la filiale américaine est au 31 mars 2020 de 4.370,76 €. Les différents contrats de location sont détaillés ci-dessous :

Nature du matériel	Equipements de mesure KLA Tencor *	Equipement de scellement
Valeur du matériel	60.000 USD	212.800 USD
Durée	5 ans	5 ans
Année de conclusion du contrat	2014*	2015
Loyer mensuel HT	1.073 USD	3.548 USD
Produits de l'exercice 2020	2.146 USD soit 1.913 €	42.576 USD soit 38.317 €.

* Cette convention a pris fin en mai 2019.

Cette convention a été réexaminée par votre conseil de surveillance du 19 juin 2020

Prêts et avenants aux prêts accordés par TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems S.A.

- Personne concernée : TDK Electronics AG représenté par Peter Balzer
- Nature et objet : Des prêts et avenants aux prêts successifs ont été accordés par la TDK Electronics AG à Tronic's Microsystems. Les termes des avenants signés pendant l'exercice clos le 31 mars 2020 sont présentés dans la première partie de notre rapport.
- Modalités :

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
16 juillet 2020

Type	Montant	Date de signature initiale	Avenants prorogéant la date d'échéance initiale et modifiant le taux d'intérêt	Durée, selon dernier avenant	Échéance, selon dernier avenant	Taux d'intérêt, selon dernier avenant	Dates d'autorisation par le Conseil de Surveillance
Prêt (*)	600 000 €	10/08/2017	avenants n°1 en date du 12/03/2018 et n°2 en date du 12/03/2019	12 mois	14/03/2020	taux fixe de 0.55 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 0.55%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 26/09/2017. avenants n°1 autorisés par le Conseil de Surveillance du 13/06/2018 et n°2 par celui du 13/12/2018
Prêt (*)	450 000 \$	10/08/2017	avenants n°1 en date du 12/03/2018 et n°2 en date du 12/03/2019	12 mois	14/03/2020	taux fixe de 3.5185 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 26/09/2017. avenants n°1 autorisés par le Conseil de Surveillance du 13/06/2018 et n°2 par celui du 13/12/2018
Prêt (*)	2 700 000 \$	16/10/2017	avenant n°1 en date du 16/10/2018	12 mois	16/10/2019	taux fixe de 4.06338 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 22/11/2017. avenant n°1 non-autorisé préalablement
Prêt (*)	1 500 000 \$	18/12/2017	avenant n°1 en date du 18/12/2018	12 mois	07/01/2020	taux fixe de 4.105 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 07/02/2018. avenant n°1 autorisé par le Conseil de Surveillance du 13/12/2018
Prêt (*)	1 300 000 €	03/01/2018	avenant n°1 en date du 04/01/2019	12 mois	07/01/2020	taux fixe de 0.92043 % (taux EUR LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 07/02/2018. avenant n°1 autorisé par le Conseil de Surveillance du 13/12/2018
Prêt (*)	1 200 000 \$	14/02/2018	avenant n°1 en date du 14/02/2019	12 mois	18/02/2020	taux fixe de 4.01675 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	avenant n°1 autorisé par le Conseil de Surveillance du 13/12/2018
Prêt	1 500 000 \$	09/04/2018	avenant n°1 en date du 09/04/2019	12 mois	11/04/2020	taux fixe de 3.4041%	avenant n°1 autorisé par le Conseil de Surveillance du 25/03/2019
Prêt	2 000 000 \$	06/06/2018	avenant n°1 en date du 07/06/2019	12 mois	11/06/2020	taux fixe de 2.99613%	avenant n°1 autorisé par le Conseil de Surveillance du 25/03/2019
Prêt	2 000 000 \$	11/10/2018	prêt intégré dans le nouveau contrat de prêt pour un total de 3 500 000 \$ (conclu le 10/10/2019), car échu et non-remboursé	12 mois	10/10/2019	taux fixe de 4.05425%	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 26/09/2018
Prêt	1 500 000 \$	07/01/2019	prêt intégré dans le nouveau contrat de prêt pour un total de 3 200 000 \$ (conclu le 03/01/2020), car échu et non-remboursé	12 mois	07/01/2020	taux fixe de 4.105%	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 13/12/2018
Prêt	1 700 000 \$	07/01/2019	prêt intégré dans le nouveau contrat de prêt pour un total de 3 200 000 \$ (conclu le 03/01/2020), car échu et non-remboursé	12 mois	07/01/2020	taux fixe de 4.105%	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 13/12/2018
Prêt	1 500 000 \$	08/04/2019	prêt intégré dans le nouveau contrat de prêt pour un total de 3 000 000 \$ (conclu le 07/04/2020), car échu et non-remboursé	12 mois	10/04/2020	taux fixe de 3.9988 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 25/03/2019
Prêt	1 500 000 \$	08/04/2019	prêt intégré dans le nouveau contrat de prêt pour un total de 3 000 000 \$ (conclu le 07/04/2020), car échu et non-remboursé	12 mois	10/04/2020	taux fixe de 3.9988 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 0.65%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 25/03/2019
Prêt (*)	1 200 000 \$	06/07/2018		12 mois	10/07/2019	taux fixe de 3.85375 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt non-autorisé préalablement
Prêt (*)	2 000 000 \$	28/08/2018		12 mois	30/08/2019	taux fixe de 3.92813 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt non-autorisé préalablement
Prêt (*)	1 800 000 \$	27/09/2018		12 mois	01/10/2019	taux fixe de 4.01738 % (taux USD LIBOR à 12 mois + 1.1%)	prêt autorisé par le Conseil de Surveillance du 26/09/2018

(*) Ces prêts ont fait l'objet d'avenants présentés dans la première partie de ce rapport.

Le montant comptabilisé au titre des intérêts liés à ces prêts et avenants aux prêts s'élève à la somme de 673.215 euros au cours de l'exercice clos au 31 mars 2020.

- Intérêt pour la société : L'octroi de prêts et avenants aux prêts vise à répondre au plan de développement de la société et à ses besoins de trésorerie corrélatifs.

Lyon, le 16 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

TRONIC'S MICROSYSTEMS SA

COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2020